

N° 47 - 5,00 FF

Semaine du 29 janvier au 4 février 1982

Le Monde

hebdomadaire de l'immigration et du tiers-monde



Exclusif :

**LE RAPPORT
ACCABLANTE
SUR
L'IMMIGRATION**

Le responsable

**LES NOUVEAUX VENDREDIS : UNE EMISSION RACISTE ?
HASSAN II A PARIS : LE SENS D'UNE VISITE
SCULPTURE : LA PASSION D'AUGUSTIN CARDENAS**

A LA UNE

- ☐ **Le rapport sur le bilan de la France**

Pages 3, 4, 5

ICI ET LA

- ☐ **Les « nouveaux vendredis » de FR3 : la T.V. raciste ?**

Page 5

- ☐ **Voyage à travers la communauté yougoslave**

Page 6

- ☐ **Le débat sur l'immigration au sein du PCF**

Page 7

SUD-SUD

- ☐ **Hassan II à Paris : le sens d'une visite**

Page 9

- ☐ **Namibie : le hold-up occidental**

Page 10

- ☐ **Caribbes : enjeux et luttes d'influence**

Page 11

- ☐ **Guyane : ni possesseurs, ni fabricants de technologie**

Page 12

CULTURE

- ☐ **La passion d'Augustin Cardénas**

Page 14

- ☐ **Un cocktail de peinture, de danse et de musique**

Page 15

- ☐ **Sans Frontière-Services**

Page 19

sansfrontière

Nidham ABDI
Farid AICHOUNE
Khadidja BACHIRI
Kamal BELARBI
Fatima BELHADI
Lila BENBELAID
Joël BOULARD
Saïd BOUZIRI
Peïra CAVA
Madjid DABOUSSI

Edouardo OLIVARES
PACO
Hassan Zeroual
Fowzia ZOUAOUI
ABONNEMENTS
Ali MAJRI
NOURREDINE
PUBLICITE :
Leïla HADDAD
Habib ARFAOUI
Marc WEITZMAN

Hocine DIDOU
Amadou GAYE
André HARTMANN
Maria KALALOBÉ
Daniel Lacerda
Mustapha MOHAMMEDI
Driss MOURAD
Fabienne MESSICA
Mohamed NEMMICHÉ
Blaise N'DJEHOYA
Macodou NDIAYE
Aline N'GOALA
Leïla SEBBAR



Rédaction Paris : 33 bd Saint-Martin. 75003 Paris.
Tél. 278 44 78

Siège social : 35 rue Stephenson. 75018 Paris.

Fondateur de l'Association : « Editions Sans Frontière » : Louis Gallimardet

Rédacteur en chef : Méjid Daboussi « Ammar »

Directeur de publication : Khali Hammoud

C.C.P. : 420900 F Paris

Commission paritaire n° 61715

Diffusion N.M.P.P.

Pour tout courrier : 33 bd Saint-Martin. 3°

Imprimerie Voltaire-Impression, 93 Montreuil.

(Pourquoi vas-tu chercher un gars si loin ...)

Si je mettais sur ce papier tout ce que j'ai pu entendre, il me faudrait trop de temps, mais il me revient des phrases telles que « comment peux-tu aimer et épouser un Arabe... » ils ne sont pas comme nous, ils n'ont aucun sens de l'hygiène ». Ou encore « ce sont des maniaques des choses de l'Amour, brutes et sans égard pour leur femme qu'ils considèrent comme des esclaves » ou encore « pourquoi vas-tu chercher un gars si loin, alors que chez nous il y a tant de braves garçons ; dans 6 mois, bien sûr, tu seras divorcée, et il te restera beaucoup d'enfants à élever »

Que faire dans ces circonstances si l'on ne veut pas baisser les bras et faire accepter celui que l'on a choisi ? Il faut lutter, faire qu'il ne se sente pas isolé ; ne pas lui demander surtout de changer son prénom et tout le reste (afin qu'il ressemble à un Français et non à un

quelconque indigène d'Outre-Mer).

Tout ceci paraît peut-être simple sur le papier, mais toutes les femmes mariées comme moi à un Maghrébin, savent bien que je ne travestis pas la vérité. Dès le début, nous avons précisé, « voici mon mari, le père de mes enfants à venir et nous avons fondé un foyer où nous essaierons d'être heureux comme le désirent tous les jeunes qui se sont plus et choisis pour la vie ».

Au coeur de l'actualité qui a nom le racisme, pense-t-on encore au courage des filles de France qui ont osé épouser les séduisants gars de l'Islam ?

Ceci se passait après la guerre qui avait vu nos libérateurs déferler sur notre sol.

Peut-être le terme « osé » paraît-il excessif, et pourtant rien n'est plus vrai.

Tout débutait comme dans le meilleur des romans. On se rencontrait dans le cadre de la fraternisation. Comment refuser, en effet, notre amitié à ceux qui nous avaient permis de retrouver ce qui est le plus cher à l'homme : la dignité et la liberté ? Non cela n'était pas possible.

Et puis tout se passait simplement : deux regards échangés ; un sourire de conquérant ; un coquin calot de militaire et nous étions prises au piège... avec allégresse si je puis dire.

Celle-ci devait être de courte durée et se heurter à l'intransigeance de notre entourage.

Le refus de l'étranger, celui que l'on ne connaît pas, qui a une autre façon de vivre, de penser et de prier, surtout lorsque celui-ci est d'origine Arabe.

Le réflexe colonisateur jouait alors à 100 %.

Paule Terchi (Grenoble)

Oublier le cauchemar

Un exemple à suivre !*

Voilà seulement quatre mois après le séisme qui a englouti l'ex-El-Asnam (Algérie), avec des dizaines de milliers d'âmes vivantes, le voilà redevenu Ech-Elif, nouvelle ville, avec toutes les structures nécessaires, eau potable, électricité, routes goudronnées, poste télégraphique, marché local...etc

Souhaitant que ceci engendrera un peu plus d'espoir de vivre aux quelques milliers de survivants tout en espérant qu'ils oublieront le drame cauchemardesque qu'ils ont vécu.



Mais ce système de travail rapide efficace, répondant aux besoins urgents des citoyens montrera-t-il un exemple à suivre au profit des immigrés qui croient à la réinsertion et dont le problème le plus retardatif est celui de trouver un logement pour une famille ?

Mais si la première méthode est réalisée grâce à l'aide de beaucoup de pays auxquels on est très reconnaissants, la seconde sera faite uniquement par la volonté du gouvernement, et l'aide des pétro-dollars de la Sonatrach, Sonatic, Sonatoc, Sona...

Mustapha Amriche

TARIFS D'ABONNEMENTS

A l'ordre de « Sans Frontière », 33 bd Saint-Martin 75003 Paris - C.C.P. 420900 F Paris

— Soutien à partir de 300 francs —

	1 an	9 mois	6 mois
France	220F	170F	120F
Europe, Afrique	280F	220F	160F
Par avion	320F	290F	170F

☐ Abonnement

☐ Rapprochement

Nom

Prénom

Adresse

Code postal

Ville

Chômeurs et étudiants*

	1 an	9 mois	6 mois
	200	150	100
	250	190	130
	280	250	140

*Sur justificatif

Chèque ☐

C.C.P. ☐

**ABONNEZ-VOUS
ABONNEZ VOS AMIS**

La commission présidée par M. Bloch-Lainé, et chargée d'établir un bilan du précédent septennat a remis son rapport à M. Mauroy.

Ce texte qui sera rendu public le trois février, comporte en annexe deux parties qui traitent de l'immigration ; un chapitre sur les crimes et attentats racistes, rédigé par Madeleine Barraud et un bilan de la politique globale de l'immigration établi par Stanislas Mangin. Nous publions ci-dessus le préambule de ce rapport.



J'ACCUSE

Le rapport accablant sur l'immigration

Par Stanislas Mangin

La contribution qu'il m'a été demandé d'apporter au bilan de la situation en France à la fin du septennat en ce qui concerne l'immigration étrangère ne peut être, dans le court délai imparti, que sommaire.

Elle portera sur l'évolution des conditions d'existence des travailleurs étrangers et de leurs familles sur le territoire métropolitain, et plus particulièrement sur les discriminations et les inégalités, ainsi que sur les atteintes aux libertés publiques qu'a pu subir cette population.

Cette contribution est celle d'un praticien et si j'énonce, en conclusion, sur le grave sujet du respect des droits fondamentaux des familles étrangères, le constat d'une situation lourdement négative à l'issue du septennat, notamment en ce qui concerne la dégradation des comportements des agents publics envers les étrangers, cela me conduit à proposer qu'un Livre Blanc soit établi sur cette question. En effet, la

multiplicité et la virulence croissante des critiques venues de milieux si divers durant ces dernières années exige une réponse complète :

Ce livre Blanc devrait être rédigé après consultation des documents restés secrets et l'audition des personnes tenues aujourd'hui au silence, ce que à quoi la Commission du Bilan n'a pas eu le loisir de procéder.

Ainsi serait établie clairement la vérité des faits et dévoilées les procédures, les méthodes suivies, les objectifs réellement recherchés.

Chacun, chacune pourrait juger si et dans quelle mesure il ratifie les appréciations portées ici.

Dans l'affirmative, après cette prise de conscience, se trouverait du même coup engagé pour tous le difficile processus de redressement et notre avenir mieux préservé contre le renouvellement d'écarts dangereux pour notre démocratie et fâcheux pour la réputation de la France.

Je me bornerai donc ici à des vues et des appréciations fondées sur les documents portés à la Commission, sur mes propres archives, ainsi que sur mon expérience de quinze années sur le terrain.

La période du dernier septennat doit être placée en regard de celle de la croissance qui de 1951 à 1971 fournit les références indispensables.

Mais c'est 1972 l'année cruciale, celle qui marque la fin de la croissance : le bref rappel de ces vingt années doit donc être suivi de l'examen des changements intervenus dans les deux dernières années du septennat de Georges Pompidou.

millions tout en nous donnant ses enfants : 500 000 nouveaux français. Encore faut-il noter que c'est un nombre nettement supérieur à ce dernier chiffre d'enfants nés en France qui sont appelés à devenir français (d'ailleurs, en fait, déjà la moitié d'entre eux, soit près de 300 000 enfants nés, en France, d'Algériens sont d'ores et déjà français en vertu de l'article 23 du code de la nationalité).

Ces travailleurs étrangers ont permis à des millions de français de quitter les plus durs emplois d'ouvriers pour ceux des services : entre les recensements de 1962 et 1968, par exemple, 200 000 français ont quitté l'agriculture, 300 000 le bâtiment et 1 million 300 000 ont accru le secteur tertiaire, non sans y laisser aux étrangers les emplois domestiques.

Ces étrangers étaient en 1973, 12,4 % des salariés, mais 90 % d'entre eux sont des ouvriers. Ils

tion sociale pour les travailleurs migrants) : on évaluait ce profit à 600 millions de nouveaux francs pour la seule année de 1972, c'est-à-dire, à près de 1 milliard et demi d'aujourd'hui.

Les caisses de retraites et la sécurité sociale ont bénéficié également des départs de travailleurs qui n'ont pas su ou pas pu obtenir d'être remplis de leurs droits.

A travers, enfin, les entrées en France non contrôlées, principalement en ce qui concerne les Algériens et les Portugais, de nombreux employeurs ont réalisé de substantiels bénéfices grâce à des emplois rétribués bien en dessous du niveau légal voire même non déclarés à la sécurité sociale.

On sait que cela s'est poursuivi par la suite, les Turcs et les Pakistanais succédant aux Portugais. (N'évaluait-on pas dans l'hiver 1979/1980 à près d'une dizaine de milliards de nouveaux francs les marges non déclarées au fisc et à la sécurité sociale dans les entreprises de confection employant les immigrés dans des ateliers clandestins ?)

Les profits considérables que les français ont ainsi tirés de l'émigration étrangère ont eu pour eux une contre partie négative sur le plan économique ; la perpétuation artificielle d'activités qui ne pouvaient subsister avec une main d'œuvre française régulièrement payée et déclarée. En ce sens il y a eu déperdition économique et entrave à une redistribution des cartes avec les pays en voie de développement, aptes à ces productions, et qui disposent de la main d'œuvre nécessaire.

Or cette redistribution nous serait globalement bénéfique à terme, en rééquilibrant nos échanges avec le tiers monde et en désamorçant une situation qui devient explosive.

De grands profits pour les français

Les vingt premières années, celles qui suivent le début de la « reprise » en 1951, resteront marquées, en ce qui concerne l'immigration étrangère, par son apport décisif à notre reconstruction, puis à l'élévation brutale et prodigieuse de notre niveau de vie, ainsi qu'à notre démographie aujourd'hui vacillante.

Des millions de logements, un réseau d'autoroutes, des dizaines de millions d'automobiles et beaucoup plus encore d'appareils électro-ménagers, la restructuration et l'entretien de nos moyens de communications de tous types, les services domestiques, n'ont été assurés que grâce à une population immigrée qui est passée de 1 million 800 000 à près de 4

ont occupé jusqu'à 56 % des emplois du bâtiment et 75 % de ceux de la métallurgie.

Les emplois d'ouvriers à hauts risques ont été confiés aux émigrés principalement aux algériens qui, dans le bâtiment sont victimes d'accidents du travail trois fois plus que la moyenne générale.

Les sommes versées pour ces travailleurs aux allocations familiales n'ont pas été, pour la plus grande part, versées à leurs familles lorsque celles-ci sont restées au pays d'origine, et ceci en vertu d'accords bilatéraux. La différence a été utilisée par les caisses d'allocations familiales au profit des travailleurs français, sauf un reversement très partiel et arbitraire au F.A.S. (Fonds d'ac-

BILAN

Il n'en reste pas moins évident que ce bilan économique est beaucoup plus que largement positif. Sans une immigration étrangère de cette envergure, les français n'auraient pas connu cette amélioration prodigieuse de leur niveau de vie qui contribue à transformer notre société. Même si l'on conteste aujourd'hui les orientations incontrôlées de ce développement vers la consommation de biens matériels et le gaspillage des sources d'énergie, il reste que pour une large part, il a d'abord permis aux couches les plus pauvres de la population de dépasser la simple survie, d'abandonner les tâches les plus inhumaines de la vie ouvrière et cela n'aurait pas été possible sans ce concours massif.

Ce bilan économique, par les inégalités qu'il révèle, ouvre la question du bilan moral.

L'exploitation économique de ces travailleurs à un niveau aussi inférieur à celui de leurs camarades

migrés célibataires les loyers sont relativement élevés : les locataires supportent la charge des dépenses consacrées à leurs propres surveillants qui les soumettent à des contraintes de caserne.

La Sonacotra, société d'économie mixte chargée de développer des foyers indépendants des employeurs a rencontré auprès des collectivités locales beaucoup de refus et acquiert des terrains le plus souvent mal situés.

A l'égard des familles désirant rejoindre le travailleur, une réglementation exigeante impose des normes d'habitat notoirement au-dessus de ses habitudes et de celles de bien des familles françaises de mêmes ressources.

L'enseignement public ne s'est pas adapté aux difficultés des immigrés. Si, après 10 ans d'efforts, des classes d'initiation au français ou d'adaptation ont pu fonctionner pour les nouveaux arrivants, ce ne fut jamais qu'en nombre très insuffisant. Quant aux enfants d'immigrés, qui n'ont pas au foyer d'appui culturel pour le travail scolaire, ils ont subi sans ménagement leur handicap. Leur proportion est la moitié de ce qu'elle devrait être dans le 2^e degré et le quart dans les lycées.

égocentrisme et la conviction de notre supériorité culturelle qui inspirent toute notre démarche. Solution qui se recommande par ses facilités, il faut le reconnaître : l'étranger doit acquiescer les structures mentales de l'occidental industrialisé. Nous nous figurons qu'il est impossible d'atteindre notre niveau scientifique, par exemple, par d'autres voies que les nôtres et nous nous privons ainsi du concours inestimable d'énergies et d'intelligences neuves.

Si l'on sait qu'en 1971/1973, par exemple, la population masculine étrangère représentait 8,2 % de la population masculine française, et 12,3 % si l'on se limite aux hommes actifs parmi lesquels se trouvent représentée la quasi totalité de la délinquance étrangère, on trouve seulement 7,4 % d'étrangers parmi les condamnés aux Assises (qui comprennent les crimes passionnels, commis le plus souvent entre étrangers).

beaucoup plus lourdes encore pour les étrangers que pour les français.

Un policier qui ne reçoit pas une formation professionnelle fondée avant tout sur le respect de la vérité, de la loi et de l'homme ne peut être un véritable auxiliaire de la justice : il l'aveugle.

Un parquet qui, au lieu d'être exigeant à cet égard couvre systématiquement la police de crainte de la décourager : solution démagogique et de facilité. Des tribunaux qui, à l'audience publique ne se résignent pas à désavouer la police sont conduits à admettre les invraisemblances les plus évidentes dans un témoignage de policiers.

Ces tribunaux sont bureaucratiquement dominés par le parquet durant toute la procédure jusqu'à l'audience : c'est en effet le parquet qui dispose de tous les moyens matériels et d'effectifs relativement importants et qui, en fait, décide de cette procédure ; il choisit entre le flagrant délit, la « citation directe » (ou dans l'héphemère loi « sécurité-Liberté » la « saisine directe »), ou bien il ouvre une instruction. C'est alors lui qui choisit le juge d'instruction puis qui choisit le tribunal dont la composition lui agréée puisqu'il décide de l'audience durant laquelle l'affaire sera jugée.

Le parquet exerce une influence morale par la pression constante qu'il exerce. C'est le juge d'instruction qui se rend au parquet pour l'informer - en fait le consulter bien souvent. Le parquet fera la réputation du juge auprès de sa hiérarchie, et cela n'est pas indifférent.

Les chambres d'accusation, qui décident en appel des mesures d'instruction, se sentent plus proches du parquet que du juge : cela résulte des choix opérés par le pouvoir mais aussi de ce que les audiences y sont secrètes. Il est difficile d'imaginer la différence d'atmosphère qui en résulte.

Sur le plan social, à l'égard des petites gens, bien des policiers se trouvent en connivence avec le petit employeur ou le chef de personnel : nécessité de trouver des informateurs mais aussi esprit de caste, solidarité dans une notion de maintien de l'ordre qui finit par se confondre inconsciemment avec maintien de l'ordre établi, conservatisme étroit, voire réaction.

Ils sont globalement moins délinquants que les français

D'ailleurs le cas des criminels étrangers ne se présentent guère différemment de ceux des français.

Ce sont donc les délinquants moyens ou petits dont il y a lieu de citer les particularités. Ceux-ci sont moins nombreux en proportion que les français mais les délits qu'ils commettent sont plus frustes. Presque pas de délits d'astuce, plus de délits de vol ou de petite violence.

Encore faut-il observer que les petites violences sont produites le plus souvent entre étrangers et sont donc sans conséquence pour la sécurité des français ; quant à ces derniers, la plupart des violences reprochées aux étrangers à l'égard d'un français concernent des policiers... Il faut savoir que presque chaque fois qu'un étranger est victime de sévices policiers il est inculpé de « violences à agent » à titre de parade, et malgré le peu de vraisemblance de ces rebellions qui sont supposées commises presque toujours par un étranger seul et dans un car de police ou dans un commissariat et qui, plus souvent encore, ne sont assorties d'aucun témoignage autre que de policiers.

Pour les petits délits de vol tous les auteurs sont des hommes frustes et ignorants. Le procès-verbal n'est pas toujours le reflet de la vérité mais bien au contraire trop souvent une pièce destinée à construire « une vérité » qui satisfasse les exigences du juge et entraîne la condamnation. Les scénarios types sont connus, qui satisferont les juges.

Ce procès-verbal est rédigé par le policier, dans sa langue et non dans celle du suspect qui est fait de silences et de mono-syllabes, de mots impropres et de lapsus. Celui-ci est bien incapable de déchiffrer le texte qu'on lui présente à lire ; il y appose sa signature pour « en sortir », se persuadant que devant le juge ses déclarations seules compteront. C'est le contraire qui se produit : la distance culturelle se trouve sensiblement augmentée, non seulement en ce qui concerne la langue employée mais en outre en ce qui concerne la différence de moeurs.

Il y a allergie de l'homme en robe, qui ne sait frapper son adversaire qu'avec des mots blessants, allergie envers l'homme fruste qui, faute de mots, ne peut s'exprimer que par ses muscles qui sont sa seule force de travail et l'expression même de ses compétences au sein de la société d'accueil.

Naïvement ou malignement le juge oppose au prévenu « ses déclarations par procès verbal ».

Parmi les défauts actuels de notre système pénal et policier il en est dont les conséquences sont



français était-elle la condition indispensable de notre développement ?

Il faut bien reconnaître que ces inégalités, pour choquantes qu'elles soient, ne représentaient pas en poids économique plus qu'une frange de nos profits : leur suppression n'aurait pas compromis le résultat global.

Pourquoi alors a-t-on admis cette ségrégation qui rend le résultat condamnable, négatif sur le plan moral ? L'exploitation capitaliste n'est pas une explication suffisante : à la ségrégation économique s'ajoutaient les autres. Logement, regroupement familial, enseignement et formation professionnelle, relations avec les pouvoirs publics sont aussi en cause.

La situation des travailleurs immigrés en matière de logement peut être illustrée par un chiffre : on évaluait en 1971 à 650 000 le nombre des taudis occupés par des émigrés. Ceux-ci occupaient 65 % de logements insalubres alors qu'ils représentaient 17 % de la population ouvrière... 4 fois plus que leur part normale. Dans les foyers ouverts aux im-

Ils sortent de leur scolarité par les filières les plus courtes sans avoir réellement acquis les connaissances correspondantes : l'O.C.D.E. a constaté en 1970 qu'en France 20 % des élèves étrangers terminent leur scolarité sans savoir lire !

nouvelles du monde d'aujourd'hui et de demain.

C'est enfin dans les relations avec les pouvoirs publics que l'immigré subit souvent l'autoritarisme le plus arbitraire, le ton de supérieur à inférieur, l'abus de ces pouvoirs exorbitants du droit

La survie pour les Immigrés

Ainsi se perpétue pour eux la condition inférieure de leurs parents mais, eux ils la refusent catégoriquement. Ils sont donc conduits à se marginaliser.

La formation professionnelle des adultes ne s'est pas non plus adaptée aux immigrés. Ils sont rejetés par les tests qui ne sont pas adaptés à leurs origines rurales et à leur ignorance de la langue : on les cantonne le plus souvent dans le bâtiment. Là aussi la ségrégation se perpétue. On touche ici à un problème beaucoup plus général de relations entre la France et les pays en voie de développement : cet

commun que nos lois confèrent à ceux-ci sur les étrangers.

Nous renvoyons sur ce point à l'examen de la période la plus récente et nous nous bornerons à indiquer ici les données de base en ce qui concerne plus particulièrement les rapports des immigrés avec les autorités judiciaires et de police.

Indiquons tout d'abord que nous ne nous préoccupons pas ici des criminels sauf pour dire que parmi ceux-ci les étrangers sont notoirement moins nombreux que les français.





BILAN

Voilà les faiblesses de notre système que les immigrés subissent infiniment plus que les français.

Certes ce tableau souligne les défauts et ignore les qualités qu'il est temps de dire, des policiers et des magistrats bien au fait de la réalité et clairvoyants sur ce qu'ils doivent faire pour remettre debout celui qui est tombé et contribuer à sa réinsertion et non pas à en faire un dangereux exclu. Paradoxe : c'est dans les banlieues les plus ouvrières que l'on trouve les hommes qui ont la meilleure maîtrise de leur fonction à cet égard... loin de se raidir, de nier les problèmes, nombreux sont ceux qui veulent les comprendre et tenter de les résoudre.

Mais il reste malheureusement vrai, selon notre expérience et celle de bien des avocats, que la plupart des magistrats et des policiers sont en fait en retard d'une génération par rapport aux mœurs et aux lois.

Les lois pénales nouvelles sur les substitutions de peine et sur la prévention de la récidive par les mises à l'épreuve sont très peu appliquées ; le parquet ne le demande pratiquement jamais et les juges savent que ces lois n'ont pas été suivies des crédits indispensables à leur application, que les comités de probation sont composés d'un nombre insuffisant de personnes souvent elles-mêmes insuffisamment formées et qui ne peuvent malgré leur dévouement ardent, assumer convenablement leurs responsabilités.

Quand le condamné doit rester trois ans en « sursis avec mise à l'épreuve », c'est-à-dire sous le contrôle du juge de l'application des peines et de ses assistants, personne ne s'occupe de lui avant une année le plus souvent : or cette année là est décisive, surtout pour un adolescent.

La majorité de ces magistrats comme celle des fonctionnaires chargée des étrangers reste convaincue que le peuple français est le premier du monde « qu'un étranger, Monsieur, doit se conduire en France parfaitement, sinon il n'a qu'à retourner chez lui », poursuivant ainsi la chimère et le paradoxe d'une population de 4 millions d'immigrés parfaits, comme autant de diamants au milieu de 50 millions d'immigrés de français qui ont droit eux, bien sûr, à l'erreur... et aux faiblesses qu'on leur connaît.

Ces agents de l'autorité publique ne se rendent pas compte que leurs comportements s'apparentent au

racisme en ceci qu'ils ne sont pas fondés seulement sur la gêne, voire la répulsion qu'ils éprouvent envers ceux qui sont différents, mais en qu'ils y ajoutent une notion de supériorité, hiérarchisée selon les nationalités et les ethnies.

Cette prévention est la cause véritable, par exemple, de la mise en détention provisoire de tous les étrangers inculpés, même quand ils offrent des garanties exceptionnelles de représentation au regard de la faible condamnation dont ils seront frappés : travail, famille, domicile...

Le résultat est que les hommes étrangers sont dans les prisons une fois et demi plus nombreux que les français : en 1973, 17,5 % de détenus, au lieu de 8,2 % de la population masculine et 12,3 % de la population masculine active, alors que les condamnés ne sont pas plus nombreux, globalement.

Les préventions de la police à l'égard des étrangers se manifestent notamment par le fait que ceux-ci représentent 10,7 % de suspects déferés à la justice (ce qui est pourtant moins que la proportion des actifs) alors qu'ils ne sont plus que 9,8 % des condamnés.

La prison est aussi pour les étrangers une source plus grave encore que poser le français d'exclusion totale. Mais pour tous, on sait qu'elle n'est qu'un pis-aller, qui contamine dès que l'on y reste plusieurs mois, qui déconnecte l'intéressé de la vie sociale, du sentiment de responsabilité personnelle, lui fait perdre le sens de la réalité et parfois le respect de lui-même.

Tout reste à faire pour essayer d'en réduire un peu les effets nocifs. Bornons-nous ici à indiquer en particulier que le travail, qui est réservé au condamné à des peines de plus d'un an, s'y exerce dans des conditions qui n'apportent aucun bien et qu'il faudrait lui substituer des actions de formation professionnelle, sous forme de modules courts, qui s'enchaînent à la sortie avec une formation complémentaire.

La formation en prison peut être organisée selon une pédagogie active, afin de restaurer des relations normales entre détenus : des résultats heureux ont été constatés dans les actions déjà conduites pour les détenus étrangers, en formation générale. Mais une formation professionnelle généralisée supposerait une transformation de l'organisation pénitentiaire et des investissements importants, d'ailleurs tout à fait rentables pour la Société parce qu'ils faciliteraient la réinsertion sociale et réduiraient les récidives.

Stanislas Mangin

12 Novembre 1981.

ICI ET LA

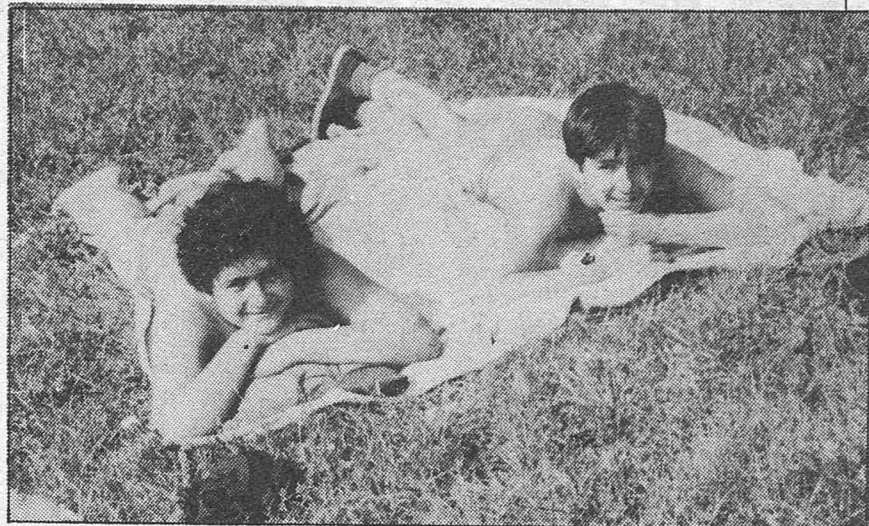
débat

Sans Frontière -5

Les « Nouveaux vendredis » de FR3

SUPER-DUPONT A LA RECHERCHE DES ENFANTS PERDUS

Vendredi 22 janvier sur FR3, le nouveau vendredi : un journaliste en mal de succès et un ancien de l'OAS lancent la guerre d'Algérie n° 2.



Pas question de jouer la carte de l'indulgence : le problème évoqué aux Nouveaux Vendredis est assez important pour être évoqué puisqu'il réside dans l'incapacité pour deux êtres de dépasser leurs différences, de bâtir un terrain d'entente dont l'enfant serait la concrétisation. Pas question de nier la responsabilité du père : eux-mêmes admettent « avoir fait une connerie. L'enlèvement ne résout rien et pose des problèmes graves à l'enfant ».

Pas question non plus de nier la véracité des témoignages de ces mères, dans ce qu'ils ont de plus douloureux, d'une douleur qui conduit parfois jusqu'à la maison de repos.

En revanche, l'utilisation qui est faite de ces témoignages, le traitement d'une information pour le moins incomplètement, son eux, plus que critiquables.

Or, que dit l'émission de FR3 ?

Mille enlèvements par ans, répète le speaker d'une voix catastrophée. Certes, mais sur combien de divorces ? Sur combien de mariages mixtes ? Les responsables de l'émission prétendent ne pas le savoir (1).

Lorsqu'un fonctionnaire explique que le kidnapping entre en contradiction avec la Hadana (2), aucune explication n'est fournie, aucune question n'est posée par un journaliste visiblement plus soucieux de se montrer que d'informer. On s'attardera par contre longuement sur les déclarations de Patricia : « les lois coraniques sont injustes puisqu'elles donnent la garde au père », comme si « le chantage aux enfants » n'était pas pratiqué, quoique de façon plus

hypocrite, par les français bon teint.

Sous prétexte de « nouvelle télévision », « pour éviter une émission-débat ronronnante », aucune tentative d'analyse n'est faite pour expliquer les difficultés auxquelles se heurtent les couples mixtes. On laissera plutôt une mère expliquer qu'après réflexion « il est impossible de vivre ensemble ». Chacun chez soi, donc, les vaches - et les enfants - n'en seront que mieux gardés, puisqu'il n'est question que « de récupérer ce qui nous a été volé ».

Et c'est là le plus grave, cet accent mis pendant une heure « sur le droit des français ».

Si on ne sait en fin de compte rien des mariages mixtes, on apprend en revanche beaucoup sur les méthodes des détectives privés, qui « ne font qu'appliquer une décision de justice française », et dont le seul but n'est « que de rendre à ces mères l'enfant qui leur a été enlevé ». Croix de ma mère et cœur de margot, vibre cœur français, tout y est, rien n'y manque : durant soixante minutes, Strasky et Hutch version française, vont voler au péril de leur vie, au secours de l'orpheline prisonnière des méchants sauvages, ceux qui vivent « dans un village, pratiquement en plein désert ». Super-Dupont au secours de ses enfants perdus. Pour la modique somme de cinq millions d'anciens francs, Monsieur Müller, directeur d'une agence de détective, ancien activiste de l'OAS (ce que les réalisateurs prétendent d'ailleurs ignorer), « fait appliquer à (sa) manière la justice française », sous le regard pour le moins condescendant de Jean-

Marie Perthuis, reporter « new look » métamorphosé pour l'occasion en James Bond de l'information, « Madame la France » applique donc sa justice, à travers les contre-enlèvements. Pour faire bonne mesure, ça marche une fois sur deux ; coup de chance, la rescapée s'avère être une fraîcheur de 18 ans toute en rondeur, comme dans les films, princesse que nos deux héros s'empresseront de cajoler sous l'oeil impudique de la caméra « super 8 » du reporter de choc. Notre aventurière, la rescapée de l'enfer oriental aura le mot de la fin : « Je ne suis pas raciste, ce n'est pas le mot exact... mais c'est pas loin ». Quant aux perdants, la famille Voisin dont le gamin reste prisonnier des sauvages, elle ne perd pas espoir « et reste unie pour se battre ».

Le mérite d'une telle émission, raciste, xénophobe et familiale ? « Sensibiliser l'opinion sur un problème douloureux, cher confrère », m'explique-t-on savamment à FR3. La forme n'est-elle pas un peu dangereuse, ne risque-t-elle pas de ranimer quelque peu un racisme sous-jacent ? Que si, reconnaissent les responsables du reportage - mis sur pied sous Giscard - mais « sous une autre forme, le sujet ne serait pas passé. Vous comprenez, maintenant, la télé doit déranger ». Déranger ou faire frissonner... cher confrère ?

Marc Weitzmann

(1) Selon le sociologue A. Barbara, spécialiste de la question, 40 000 unions mixtes se célèbrent chaque année, mariages et unions libres groupées. 6000 divorces sont prononcés dans le même temps. En gonflant à 1 500 le nombre d'enlèvements à l'année, le chiffre reste minime en comparaison des deux précédents.

(2) Précision pour les non-musulmans : la Hadana, c'est un certain nombre de critères qui donnent à la femme musulmane le droit de garde de ses enfants, droit qu'elle exerce - au moins - pendant les sept premières années de la vie de l'enfant. En cas de décès de la mère, les enfants iront en priorité à l'une des deux grands-mères avant d'échoir au père.





POUR QUE VIVE SANS FRONTIERE

Sans Frontière est diffusé par les N.M.P.P., c'est à dire qu'il doit bénéficier du réseau de diffusion des kiosques et des librairies qui sont desservis par les N.M.P.P.

En fait, parce que cela coûte très cher, il n'est pas partout.

Nous n'avons pas la possibilité d'inspecter les ventes en Province, et même sur une partie de la région parisienne, ainsi il arrive :

1. Que S.F. ne soit pas dans des lieux où il peut être facilement demandé du fait que c'est un centre de passage important et donc que nous ratons des ventes. Dans ce cas nous demandons

à nos amis lecteurs ou abonnés de nous alerter pour pouvoir combler cette lacune, si possible en écrivant au journal par exemple.

2. Il se peut aussi qu'il ne soit pas dans votre kiosque habituel, vous pouvez dans ce cas le demander à votre kiosquier qui peut se le procurer dans la semaine : c'est son travail.

Dans ce cas, vous pouvez nous signaler l'adresse du kiosque et la suite qui a été donnée à votre demande.

3. Il est aussi possible que vous trouviez un kiosque qui le diffuse et vous vous habituez à l'acheter régulièrement dans le même kiosque.



ACHETEZ SANS FRONTIERE

Dans tous les cas pour nous aider, achetez Sans Frontière dans le même kiosque chaque semaine.

Sans Frontière est dans les kiosques le vendredi à Paris et au plus tard samedi en province.

Regard sur la communauté yougoslave

UN BLOC CULTUREL OUVERT

L'émigration yougoslave a cent ans. Dans un premier temps uniquement culturel, après la seconde guerre mondiale, elle s'avèrera répondre à des critères plus économiques. 80 % des immigrés yougoslaves sont d'origine rurale, et si certains trouvent une place de mécanicien ou d'O.S., la majorité d'entre eux va grossir les rangs des travailleurs plus ou moins clandestins de la confection

Acôté de ces clubs existent les ACA. Associations Culturelles et Artistique qui reçoivent des subventions du gouvernement yougoslave, par l'intermédiaire de l'Union des Clubs. A la différence des clubs bénévoles, les ACA fonctionnent de façon organisée et totalement hiérarchisée : « Nous avons un président et deux vice-présidents qui sont élus en assemblée générale et qui dirigent l'ensemble des activités de l'ACA :

Chaque activité (éducation, danse, théâtre, etc...) est étudiée séparément par des groupes de travail dirigés par un président, et fait l'objet d'une représentation ».

En fait, il semble bien que les associations culturelles yougoslaves se divisent en deux catégories : les ACA, « ceux qui travaillent pour la poche », chargées de promouvoir la culture yougoslave dans le pays d'accueil, et les « clubs yougos », dont le seul but est de permettre aux membres de se réunir. Le problème de coordination apparaît lorsque seules les ACA peuvent se permettre de louer des salles. Aucune solidarité ne semble jouer entre les deux types d'associations.

Les yougoslaves et la communauté immigrée

« Nous n'avons pas de problème de racisme. Les yougoslaves sont très ouverts naturellement. On reste yougoslaves entre nous, mais on s'adapte à la vie française ».

La particularité de l'immigration yougoslave tient dans le fait que quelque part, elle ne se considère pas comme immigrée. Tout se passe comme si les yougoslaves tentaient de recréer une Yougoslavie microcellulaire à travers les clubs et associations. « Nous ne pouvons pas louer une salle dans tel relais, m'explique le responsable d'un club de Paris, c'est une association franco-algérienne ».

Les Yougoslaves ne se sentent pas entièrement concernés par les communautés immigrées, en particulier par celles qui se trouvent définitivement installées en France. Les yougoslaves vivent, travaillent en France depuis parfois quinze ou vingt ans, dans l'attente du départ : « Dans cinq ans, je suis à la retraite. Alors je pourrai rentrer chez moi pour m'acheter une maison ». La communauté yougoslave se veut étrangère plutôt qu'immigrée, comme en visite. Elle forme un bloc culturel non pas fermé, mais apparemment imperméable à toute

influence extérieure. Et peut-être faut-il voir là la conséquence d'un régime politique particulier, qui tendrait à former une sorte de caste afin de s'autopréserver.

Les yougos, Tito et la politique

« La politique n'intéresse personne, chez nous. En yougoslavie tout est normal, donc la politique ne nous intéresse pas ». Cette phrase d'un responsable d'ACA de Paris, est l'axiome qui sous-tend tout le regard de la communauté yougoslave sur le monde extérieur. Ce n'est ni du chauvinisme, ni un patriotisme exacerbé, mais plutôt une certitude tranquille qui conduit à une vision quelquefois surréaliste de la politique française.

Pour bien comprendre la vision yougoslave des choses, il faut prendre en compte l'impact de Tito (dont le portrait siège en bonne

place dans tout les clubs) sur la yougoslavie :

« Tito c'est notre père, m'expliquent tous les immigrés unanimes. Il nous a tout donné ; il a construit le pays de ses mains ».

Ce n'est pas entièrement faux. C'est le maréchal Tito qui saura mettre fin aux luttes fratricides qui déchirent les trois provinces de la Croatie, la Serbie et l'Herzégovine, donnant au pays l'élan industriel nécessaire à un minimum de développement. C'est lui qui va réussir à faire cohabiter, au travers du communisme, trois religions différentes pour un même pays : la chrétienne, l'orthodoxe et la musulmane. Précisément à cause de ces différences, m'explique-t-on, « L'autogestion représentait pour nous la seule solution à nos problèmes de division ».

« De même que le communisme « à la yougoslave » était peut-être la seule façon d'unifier trois religions ».

Et c'est cette unification qui, plus que tout, compte pour les yougoslaves, à tel point que la vision yougo des choses politiques semble être le résultat de tant de différence, une sorte de mosaïque éclatée qu'ils s'amuse à reconstruire, selon leur goût, en dépit de toute idéologie : « La politique ne nous intéresse pas, parce que tout est pareil : la CGT et les patrons, Marchais et Chirac, tout ça pour nous, c'est la même chose ».

C'est peut-être là que réside l'apport principal de la communauté yougoslave, dans une façon radicalement différente d'appréhender les choses.

M.W.

Les clandestins du « Tchke »

LES SANS-PAPIERS PAKISTANAIS S'ORGANISENT

L'inquiétude des derniers jours de dépôt de dossier a suscité plusieurs rassemblements de sans-papiers Pakistanais à l'U.D.C.F.D.T, rue de Dunkerque. Lors d'une assemblée, le 9 janvier, ils ont élu 15 délégués qui auront en priorité la charge de constituer les dossiers de leurs camarades. Une assemblée générale avait été décidée pour le 23 janvier à la bourse du travail, avec comme ordre du jour, « le point sur la constitution des preuves d'emploi » 150 à 200 personnes y ont participé. Il a été difficile de centrer immédiatement le débat sur la régularisation car une foule de problèmes inhérents à l'immigration Pakistanaise venant s'y mêler. Toutefois, un délégué lance le débat à la demande de Jean-Claude (délégué CFDT) et insiste auprès de ses camarades sur la nécessité des preuves d'embauche pour se présenter au ministère du travail ; sans preuves, nous ne pouvons rien faire. Inquiétude de chez ceux qui n'ont aucune preuve.

Un autre délégué, Ghulame précise « je suis dans le même cas

que certains d'entre vous, je n'ai aucune preuve, mais il ne faut pas s'arrêter là ; il faut continuer à chercher si on peut avoir des fiches de paye ; tout est bon : petits papiers de commandes, de courses donné par l'employeur, les factures clients, les livres tenus, voire la réception de lettres, etc

Un camarade précise que les employeurs occasionnels du tchke (Sans Frontière du 30 octobre 81; refuse de les louer depuis qu'ils savent qu'ils sont organisés à la CFDT ; En raison des difficultés et des lenteurs de la procédure (3 à 4 mois), l'UD Paris CFDT proposera aux sans-papiers des différents syndicats, une action qui sera déterminée début février.

La prochaine assemblée générale est décidée pour le samedi 6 février 14h30, à la Bourse du Travail. Ces assemblées se tiendront tous les quinze jours pour le moment.

Une permanence des délégués a lieu tous les jours entre 13h et 14h, à l'UD Paris CFDT, 67 rue de Dunkerque, pour la constitution des dossiers sur la preuve de l'emploi.

Edda



L'adieu à Farid Benchellal

Dans quelques jours, nous serons fixés sur les causes réelles de la mort de notre ami « Farid ». Une contre-autopsie a été faite ... Reste à en attendre les résultats.

« Farid » a été porté en terre lundi 25 janvier au cimetière de Thiais, accompagné par une centaine de ses amis venus lui rendre l'ultime hommage.

Lundi 25 janvier a eu lieu l'inhumation de notre ami Lahouari Benchellal plus connu sous le sobriquet d'Aslak du nom qu'il utilisait pour signer ses articles dans « Sans Frontière ».

Prévu pour treize heures quarante cinq, l'enterrement s'est déroulé avec au moins une bonne heure de retard, attendu qu'un certain nombre d'amis ont dû arriver après le temps fixe. Après maintes péripéties dont une tentative « d'autoréduction » dans le bus « 185 » nous sommes arrivés enfin au cimetière « parisien » de la banlieue de Thiais. A peine descendus du bus, je remarque une voiture des R.G. et j'éclate en considérations paranoïaques sur la présence de la police lorsque Farid Aïchoune interrompt ma plainte pour m'expliquer posément qu'il est tout à fait régulier « qu'ils » se déplacent à chaque manifestation publique et que ceci n'a rien à voir avec une quelconque persécution ! Une longue procession se forme, qui suit le corps dans l'interminable labyrinthe qui conduit au « carré » réservé aux défunts d'origine musulmane. Jeans, blousons en cuir se mêlent aux jellabas traditionnelles, tandis qu'un ami proche distribue des fleurs rouges que nous abandonnerons au-dessus de la terre qui recouvre désormais le corps de Farid.

Il pleut des grêles ici, le froid, le gris du ciel plus le silence des hommes et des femmes présents me fait penser à un film de Melville. Avant que le corps ne soit enseveli, les aînés de la communauté musulmane invités à l'enterrement lisent selon le rituel immuable des « sourates » du Coran qui accompagnent, Saïd Bouziri m'affranchit sur le cérémonial, expliquant que l'athéisme ou la philosophie matérialiste de notre ami ne

saurait empêcher un cérémonial dans le plus pur style islamique étant donné l'origine culturelle d'Aslak. Notre photographe, Amadou Gaye, d'origine sénégalaise et donc bien au fait des questions musulmanes ne peut cacher sa gêne à photographier une cérémonie dont le caractère solennel semble le mettre en situation presque « obscène » et me demande plusieurs fois si « c'est bien » de filmer la peine des parents.

A la fin de la prière, chacun s'est déplacé pour se pencher une dernière fois sur celui pour qui une amitié si forte avait attiré en ces tristes lieux. Lorsque je vois un des employés lever sa casquette au moment de la descente du corps, je ne peux m'empêcher de penser à Farid la veille de son départ en Finlande.



Enjoué et très gai, c'est la dernière image qui me reste de lui autour d'une bande musicale où le groupe de R.N.R 12° 5° cède à « Lemchaheb », puis Lynton Kwesi Johnson que nous écoutions inlassablement. J'aime penser que sa mort laissera en pointillés dans nos mémoires certaines préoccupations, qui elles, demeurent terriblement vivantes
Slama, Aslak! Blaise N'Djeoya

Du 3 au 7 février, se tiendra à Saint-Ouen, le 24^e Congrès du Parti Communiste Français, le débat ouvert le 9 novembre et dont s'est fait l'écho la presse communiste (l'Humanité, Révolution), s'est clos le samedi 23 janvier, laissant dix jours aux fédérations pour amender le projet initial avant qu'il ne soit adopté par le congrès

Un an après « le Bulldozer » de Vitry et l'appel à la délation à Montigny les Corneilles, « S.F. » fait le point sur le débat interne qui a eu lieu pendant 3 mois concernant la question immigrée...

Les déboires électoraux du P.C.F. sont au cœur même de leur préoccupation, la thèse qui apparaît à travers le projet sur le recul électoral du PCF n'est dû qu'à des erreurs « historiques » d'analyses datant de 1956 à 1977. Excluant par là des événements plus récents, tels Vitry-Montigny, mais si la résolution revient sur ces deux affaires : « c'est vrai aussi de notre intervention à propos de la situation des travailleurs immigrés ou des ravages de la drogue ; intervention qui n'a pas été sans défauts, sans une tendance à vouloir résoudre les problèmes des intéressés à leur place.

Mais le projet continue plus loin : Mais ces défauts, et le rôle qu'ils ont joué dans nos résultats électoraux, ne peuvent se comprendre en dehors de la donnée majeure : l'impossibilité où nous nous sommes trouvés, en un laps de temps et sous la pression des événements de déployer dans toute sa nouveauté la stratégie des 22 et 23 congrès...

Le parti communiste qui estime avoir 700 000 adhérents, dont 30 000 immigrés selon M. Bassirou Diarra, Malien, membre du Bureau Fédéral de la Seine St-Denis, où la population immigrée est très importante.

S'il intervient dans la tribune de discussion, c'est pour aller dans le même sens que l'analyse du Parti, mais insiste dans son intervention parue dans le journal l'Humanité du 19 décembre 1981.

« En voulant résoudre les problèmes à la place des intéressés eux-mêmes, notre intervention nous a mis en porte à faux à l'égard des Maliens du foyer St-Maur parmi-eux, il y avait des sympathisants de notre parti. Etant moi-même malien et militant communiste, un constat m'a permis de me rendre compte sur place, au foyer de Vitry, que les camarades avaient agi avec maladresse et que mes compatriotes avaient été manipulés par l'Adéf (organisme patronal pour le logement des travailleurs immigrés) et utilisés dans une opération anti-communiste... » Puis de donner son explication des faits « en discutant avec mes compatriotes en malien, j'ai pu m'apercevoir qu'ils ne voulaient pas quitter St-Maur parce-que, d'une part Vitry les éloignait de leur lieu de travail... et, d'autre part, on allait leur demander un loyer pour lequel ils n'étaient pas préparés. Ce qu'ils voulaient ces Maliens, c'était de vivre autrement, c'est-à-dire vivre dans des conditions bien meilleures que ce qu'ils

Le débat au sein du PCF

LE TEMPS S'EST ARRÊTÉ, LES IDEES AUSSI

vivaient dans le foyer-tandis de St-Maur... »

Une autre intervention, bien que, à mon avis tardive, de M. Lanterrier Maire de Gennevillier, ville de plus de 60 000 habitants et où se trouve une importante population immigrée, est révélatrice.

On peut se demander pourquoi a-t-il attendu le congrès pour dénoncer les opérations de Vitry et Montigny ? expliquant toujours le recul électoral du parti communiste, il écrit dans la tribune de discussion de l'Humanité du 4 décembre 1981.

Un exemple est le mal causé par les affaires de Vitry et de Montigny que la direction du Parti a soutenues sans réserve jusqu'au C.C. de juin. Sur ce point notre Parti, qui malgré toutes les campagnes adverses demeurait le symbole du combat pour la liberté et la fraternité entre les hommes et les peuples, a terni son image. Cela a eu des conséquences immédiates non seulement dans le vote aux élections professionnelles à l'usine Chausson par exemple, mais aussi dans le vote du 26 avril, d'hommes et de femmes de progrès, croyants et incroyants, travailleurs manuels et intellectuels.

il faut que nous répondions.

Personnellement, je suis contre le droit de vote aux travailleurs immigrés car ce serait, à mon avis, un moyen d'éloigner l'intérêt des travailleurs immigrés pour la vie politique de leur pays d'origine, d'une part, et aussi un pas important vers l'assimilation forcée.

La naturalisation elle, doit être favorisée pour tous ceux qui la désirent, c'est un choix qui doit être respecté, comme on doit respecter la liberté d'autrui. Cependant je pense que la naturalisation masque les contradictions que les travailleurs immigrés n'arrivent pas à assumer et représenter, plus ou moins, une négation de leurs origines.

Quant à la double nationalité, elle ferait des travailleurs immigrés des travailleurs civiquement privilégiés par rapport aux travailleurs français.

Si l'humanité a eu le « mérite » de publier des commentaires ici et là à propos de ces affaires, il n'en demeure pas moins que les interventions remettant en cause la politique du PCF à l'égard de l'immigration sont l'oeuvre exclusivement de militants qui ne sont pas au comité central. Par ailleurs, il est quand même curieux



Une autre contribution, celle de M. José Machado, Portugais membre du Comité Fédéral de la ville de Paris, qui développe dans l'Humanité un point de vue significatif et pertinent et qui amène à beaucoup de réflexions : « des idées telles que le droit de vote, la double nationalité, ou la naturalisation sont des questions posées par un nombre croissant de travailleurs immigrés et auxquelles

qu'un parti revendiquant 30 000 immigrés dans ses rangs n'ait trouvé que trois permanents pour débattre... de surcroît d'une question qui les intéresse au premier chef.

Gageons qu'un immigré sera élu au prochain congrès lorsque sera désigné le prochain Comité Central. Solidarité Proletarienne oblige ! non ?

Hassan Zeroual

A Elancourt, un débat entre Portugais :

L'IMPRATICABLE RETOUR

Dimanche après-midi, après le passage du film « Oxala » a eu lieu un débat sur les problèmes des travailleurs migrants portugais. Cela se passait à la Maison pour Tous d'Elancourt, installée dans un labyrinthe de fer et de béton.

J.C. Maisonneuve et l'Association Culturelle Portugaise ont bien fait leur travail : la salle était pleine. Les familles portugaises sont venues au complet et ont donné vie au bar autour du vin « verde » et des « pastéis de bacalhau ».

Le débat a été animé par Manuel Dias, responsable du secteur vie associative au CLAP et avec la participation d'un représentant de la Coordination de l'enseignement du Consulat de Versailles.

Les participants ont tout de suite posé les gros problèmes que les immigrés ressentent. Ceux-là ont comme tableau de fond le problème du retour au pays. Car tant que le migrant se sent « de passage », il se laisse marginaliser et ne pose pas ses revendications en tant que citoyen dépaycé. A ce propos M. Dias a souligné que les possibilités de retour économique au pays sont pratiquement impossibles ou rares, dans les dix prochaines années au moins. Le retour économique étant, selon lui, l'insertion professionnelle du migrant salarié. Le retour est possible pour ceux qui vont passer leur vieillesse au Portugal ou pour quelques uns qui, après avoir épargné beaucoup,

trouvent le moyen de s'y installer à leur compte.

Dans les autres cas, le retour est impraticable. Environ 15 % des actifs sont en chômage au Portugal, soit entre 600 et 650 000 travailleurs, sur une population totale de 4 380 000 salariés. Des études affirment que cette situation tend à s'accroître dans l'avenir proche.

Une proposition à étudier

Toutefois le désir ainsi que le rêve du retour persistent. Un ouvrier a posé une question qui mérite réflexion dans les organismes officiels. Il proposait que les jeunes fils de migrants qui ont fini leur scolarité et qui trainent ici en attente du premier emploi puissent bénéficier des allocations de chômage tout en étant libres d'aller au pays essayer leurs chances d'insertion. Voilà une question pratique qui répond aux souhaits du retour et aux besoins français d'éponger la main-d'œuvre migrante !

En complément à cette question a été demandé que ces jeunes n'aient pas besoin de passeport pour transiter entre le Portugal et la France.

Sur ce point, M. Dias a rappelé une proposition en date de 1978 sortie de l'expérience de la préformation, et cherchant à répondre à la situation particulière des enfants d'émigrés. Entre cinq propositions, il était demandé : 1) « Que les jeunes fils d'émigrés puissent bénéficier de la double nationalité, automatiquement, comme un droit. 2) Pour ceux qui souhaiteraient rentrer chez eux, prévoir des grandes périodes de transition permettant aux enfants, mais également aux adultes, d'aller s'installer dans leur pays sans pour autant perdre leurs droits en France et garder le droit d'y revenir pour travailler ».

La scolarisation toujours déficiente

Les portugais présents se sont plaints du manque de cours de langue portugaise dans la région, surtout au niveau du secondaire. Des démarches faites depuis des années pour créer de nouveaux cours se heurtent à la bureaucratie et à l'indifférence des autorités françaises, qui selon les accords, ont la responsabilité de ce niveau d'enseignement. Dans le deuxième degré l'enseignement du portugais est un désastre. Sur 56 000 élèves du 2ème degré, il n'y avait que 4 628 (en 1978/79) qui pouvaient suivre des cours de langue et culture portugaise, soit 8,27 %.

Cette situation tend à durer car les associations n'ont pas les moyens matériels ni la disponibilité pour assumer les tâches et la mobilisation des parents, en vue de l'ouverture d'autres cours. Les enseignants du 1er degré, que la Coordination dit charger d'informer les parents dans ce sens, ne disposent non plus de moyens pour les intéresser. Ils font face à une situation difficile, l'enseignement qu'ils dispensent n'étant véritablement inséré dans le temps scolaire ni reconnu dans sa véritable importance.

Ce même problème a été ressenti par un citoyen français marié à une portugaise, habitant Elancourt, qui ne trouve pas de collège ou faire apprendre le portugais à sa fille.

Manuel Dias a conclu le débat en rappelant le rôle que les associations d'immigrés doivent jouer en tant que porte-parole des difficultés subies par cette population. Elles sont appelées, avec la stabilisation des travailleurs migrants en France, à devenir les interprètes de leurs besoins collectifs auprès des structures administratives, mais pour cela il faut qu'elles se dotent d'une capacité d'action plus grande ; il faut qu'elles subissent un processus de dynamisation et que les pouvoirs institués leur donnent les moyens matériels de le faire. Sans cette action, les immigrés resteront marginalisés et continueront à subir les effets sociaux d'une population déracinée, exploitée et incomprise. Le débat d'Elancourt a permis de poser ces questions essentielles mais a aussi montré combien compte la collaboration entre les équipements socio-culturels français et immigrés.

Daniel Lacerda

Janvier 1982

LA HAINE SE PORTE BIEN

Nice, Buzet, St-Etienne, Amiens et Asnières : Cinq « faits divers » glanés dans les journaux durant ce mois de janvier, de ces faits qui ne font pas la une des journaux, mais qui font la vie des gens, celle de tous les jours. Ils donnent la mesure des mouvements qui agitent la France profonde et dévoilent le chemin qui reste à parcourir.

A Nice, une cité composée de coquettes et petites villas, habitées par des familles d'origine arménienne, se mobilise contre la construction d'un foyer de travailleurs immigrés.

Dans le Lot et Garonne, Buzet-sur-Baize, serait en passe de devenir « le Chicago » du sud-ouest, et les armuriers de la petite ville font fortune.

Les fusils et les cartouches se vendent bien car les braves gens s'arment et toutes les infirmières ont demandé des permis de port d'armes. Buzet-sur-Baize a peur, rapporte le Matin du 22 janvier. Elle a peur d'une bande de jeunes, fils de « harkis ».

Scénario désormais classique, des jeunes dont les familles une cinquantaine, ont été regroupées dans « la cité des bicots », il y a un an, font quelques chapardages, et provoquent des bagarres dans les tristes bals du samedi soir. Arrêtés une première fois, ils sont relâchés juste avant Noël. Les vols auraient immédiatement recommencé, et la psychose s'installe.

On se réunit à la mairie pour demander que « les voyous soient interdits de séjour dans la contrée », on parle de mettre sur pied une milice armée « puisque la justice française, ne fait rien », et on ne craint plus de déclarer au journaliste de passage : « l'année dernière, il y a eu une alerte à la bombe dans la cité des bicots... c'était bidon. Mais cette année, il n'y aura pas d'alerte, il y aura simplement une bombe ».

Au lycée « Puits de la Loire » à St-Etienne, les 1 050 collégiens viennent de réaliser une première : une grève pour « plus de sanctions, un règlement intérieur, plus de surveillants ».

Tout commence le 14 janvier par une bagarre entre « les bons », les élèves français de 4^e, et « les méchants », les collégiens Maghrébins des CPPN, classe préprofessionnelle de niveau. Les « bons », perdent la première manche, mais organisent rapidement la riposte : une grève de tous les élèves le 22 janvier, qui surprend Directrice et Enseignants. Ces derniers tentent de faire de cette journée une occasion de discussions sur la violence, le racisme. Mais les résultats seront inégaux selon les classes, car parmi les « bons »,

existe un carré d'irréductibles qui ont, de 13 à 15 ans, mais déjà un langage de racistes du café du commerce : « on dit que c'est du racisme... C'est trop facile. Ces gars là disent qu'ils sont rejetés de la société... Ils ne veulent rien faire surtout. Et ils vous cherchent tout le temps ».

A Amiens, deux jeunes chômeurs Pascal et Zohra, tous deux âgés de vingt ans tentent de se suicider en laissant ce bref message : « la société nous rejette, toutes les portes nous sont fermées, mais nous on s'en va, heureux légers. Ne vous inquiétez pas pour nous ».

Pascal a survécu mais Zohra est morte. Tuée par le chômage, mais aussi par sa famille qui refusait de la voir depuis qu'elle vivait avec un français.

A Asnières le Sénateur-Maire M. Bokanowski et son Conseil Municipal ont peur. Dans une lettre ouverte à M. Gaston Defferre, Ministre de l'Intérieur et de la décentralisation, le Sénateur-Maire se plaint du développement de la délinquance qui est « principalement due à la jeune population d'origine maghrébine, nombreuse dans les logements sociaux qui ont été construits. Ces jeunes après avoir dans un premier temps « pourri » l'ambiance du quartier y font régner maintenant un état d'insécurité tel qu'il risque d'engendrer des réactions dangereuses. En effet, la population lasse des vitrines brisées des parties communes des immeubles saccagées, et des voitures pillées dans les parkings et des autres délits, dont les coupables, connus de tous, restent impunis, est sur le point de céder, à la tentation de l'auto-défense ». Dans la foulée, le Conseil Municipal, tenait une séance extraordinaire et votait à l'unanimité une motion, annonçant « le versement d'une subvention aux sociétés d'HLM propriétaires dans le quartier des fleurs qui, regroupées en une association de défense feront appel aux services de vigiles, ou de maîtres chiens pour surveiller les parkings ou les centres commerciaux si les services de police ne sont pas accrus ».

Tout cela n'est pas très gai, me diriez-vous, et cela beaucoup de haine, d'intolérance et de bêtise pour le seul mois de janvier 1982.

K. B.



Le combat inégal entre les intérêts et les droits de l'homme

LE SENS D'UNE VISITE

Crise, morosité, incompréhension, malentendu... tous les adjectifs ont été employés pour qualifier l'état des relations Franco-Marocaines depuis l'élection de M. François Mitterrand. La récente visite du Roi du Maroc en France, prouve qu'il n'en est rien et que les illusions ont bien fleuri dans la France du 10 mai.

Le premier élément de cette « crise » dans les relations Franco-Marocaines aurait surgi dès le 10 mai au soir, l'élection de François Mitterrand ayant surpris, voire inquiété, à en croire certains, les dirigeants de Rabat. Les événements du 20 juin et l'arrestation, l'été dernier, des dirigeants de l'Union Socialiste des Forces Populaires, auraient constitué le deuxième épisode de cette « crise », qui aurait culminé avec l'annonce du jumelage du Mans, municipalité d'union de la gauche, avec Haouza, localité du Sahara Occidental. Concrètement, les responsables marocains auraient été « irrités » par l'envoi d'une mission d'enquête de l'Internationale socialiste sur les émeutes de Casablanca, par le communiqué de Pierre Joxe, Président du groupe Socialiste à l'Assemblée Nationale « exigeant » la libération des responsables de l'USFP, la présence de Mme Halimi à leur procès, et enfin par la participation de l'amiral Sanguinetti, membre du P.S., à la commission d'enquête, expulsée du Maroc en décembre dernier.

C'est dans ce climat d'apparente crise, souvent comparé à l'état ex-

cellent des rapports Franco-Algériens que se situe la rencontre Mitterrand-Hassan II de la semaine dernière, une rencontre où les relations entre les pays ont été examinées « à la loupe », a constaté le roi du Maroc sans « trouver le moindre nuage ». Il semble donc que s'il y a eu froid dans les relations, il a été bien facile de le réchauffer, durant cette visite de travail. Certains disent que la raison a prévalu, d'autres que « le réalisme » l'a emporté sur les principes, mais, quoi qu'il en soit, cette visite amène à réfléchir sur la véracité de cette crise entre la France et le Maroc.

A les examiner de plus près les contacts - officiels et officieux - entre les deux pays n'ont été à aucun moment rompus depuis le 10 mai. Rappelons pour mémoire les visites successives de M. Cheysson et Bérégovoy au Maroc ainsi que le déplacement d'une délégation parlementaire socialiste conduite par M. Nucci. Toutes ces visites ont été accompagnées de déclarations claires de la part des officiels français soulignant l'intérêt que portait la France à la continuité de « l'amitié Franco-Marocaine ». Rappelons aussi la prise de position

immédiate du Quai d'Orsay en faveur de l'initiative marocaine lors du sommet de Nairobi, saluée comme « un acte de courage » par M. Cheysson. La France avait

d'ailleurs discrètement encouragé le Maroc dans ce sens en envoyant M. Guy Penne dans plusieurs capitales amies de Rabat bien avant le sommet de l'OUA.

Ce « réalisme » de la politique française avait été très vite perçu par le chef de l'Etat Marocain qui avait déclaré dès le début de l'été que F. Mitterrand n'allait pas gouverner la France de la rue Solferino, siège du Parti socialiste. Si début de crise il y a eu, il a donc été bien circonscrit, tant les intérêts sont énormes.

Ce n'est un secret pour personne que l'ampleur actuelle des relations économiques

et les projets en perspective plaident en faveur du statu-quo dans « l'amitié » Franco-Marocaine, pour ne pas dire pour son développement. C'est ce que le Matin du Sahara, quotidien officieux marocain, a exprimé dès le mercredi 27 janvier en annonçant que les deux chefs d'Etat allaient oeuvrer pour le « renouveau qualitatif des relations entre la France et le Maroc, relations assurées désormais de connaître un avenir radieux, une ère, une phase et des dimensions nouvelles ».

Mais ce sont sûrement les convergences politiques notamment sur la question du Proche-Orient, qui ont le plus facilité - et faciliteront encore - le rapprochement entre les deux chefs d'Etat qui ont décidé « d'éliminer tout intermédiaire dans leurs rapports personnels ».

Président du comité Al Qods, le roi du Maroc est l'un des plus anciens partisans du dialogue israélo-arabe. Ses contacts avec Nahum Goldmann, qui remontent à fort longtemps, et le rôle qu'il a joué dans les premières rencontres égypto-israéliennes, organisées à Rabat, sont bien connus. La politique arabe de la France passe donc par le développement des relations avec le Maroc, figure de proue du camp des « modérés » arabes.

Dans cet enjeu, la corbeille des droits de l'homme pèse peu. La discrétion du P.S. la semaine dernière, est entre autres signes, le révélateur de cette situation.

Il est revenu à une centaine de marocains, et à une poignée de français de rappeler l'état des libertés au Maroc, en manifestant face à un important service d'ordre, aux alentours de l'Elysée le mardi 26 janvier.

Leurs pancartes parlaient des morts, des disparus, de ceux qui, comme Ahmed El-Khiari (1), « attendent » depuis 9 ans dans le quartier des condamnés à mort, ou ceux qui comme Hassan El-Bou et Achdini Miloud, condamnés au procès de Casablanca, errent entre la folie et le désespoir. K.B

(1) Une campagne pour Ahmed El Khiari a commencé à l'initiative de l'AFASPA, 9, Place Jean Jaurès, 93100 - Montreuil Tél.: 858 71 20

Extraits d'un témoignage de Sfrif Mohamed, prisonnier politique. Prison centrale de Kénitra, le 16 janvier 82.

Pour El Bou et Achdini

« Doublement prisonniers »

Se sentir soudainement asphyxié, passer un laps de temps atomisé, réduit à l'ouverture d'une porte - d'un monde astreignant à un autre cellulaire, décomposé, cancérogène.

Se sentir soudainement, lourdement, doublement prisonnier, sans mots du passé, sans sourire, sans aucune possibilité de communication. Le silence lui-même étant miné par l'odeur nauséabonde d'une cuisine exhalant les senteurs d'une pitance pour un quartier de « fous en haillons »...

« Les autres » se trouvent ailleurs. Toujours ces « autres » là, même dans la pire des folies cette blessure que porte l'humanité ne s'estompe pas... « les autres ».

Tout cela en ce laps atomisé de temps avant qu'une porte ne s'ouvre, et qu'avant tout le gris ce gris fade qui nous poursuit, ce gris... Malheureux avorton du blanc et du noir ne me happe dans un tourbillon de nausée. Et l'oeil.

L'oeil presque sans vie, l'oeil relâché, fatigué, harassé, peut-être de reproduire inlassablement la porte grise, l'immobilisme.

Cet oeil tombant est incrusté dans un visage ayant perdu le sourire, dans un visage las, fatigué, interrogateur alors que la porte grise s'ouvre ; C'est El Bou Hassan... jadis si vivant, jadis...

Oh putain des jadis ! lui, là, alité, couvert par des draps sentant la pisse et les sueurs. Lui, là, est un index accusateur, il accuse tout : les criminels et le crime, le silence aussi, mais surtout les criminels.

A sa gauche Miloud Achdini, le regard vitreux affaîssé sur un lit défait me tend la main. Oui, il m'a reconnu me dis-je, mais en moi il a reconnu cette prison centrale où l'on porte atteinte à sa mémoire où le crime fut commis.

Il est fatigué, absent, mais surtout loin... j'ai l'impression que je ne pourrai jamais l'atteindre, sa voix est faible, ses lèvres ne bougent pas.

Tout près de son lit deux policiers fument dans la cellule nauséabonde un « talki-walkie » sur le lit, l'oeil attentif, suspectant tout, tout mouvement de ma part toutes mes questions.

Le docteur vient-il vous voir ? à ma surprise c'est El Bou qui répond.

- Non, depuis longtemps.

C'est avec un semblant de sourire amalgame de dégoût, d'ironie et de révolte qu'il lâche ces mots ; son visage et son oeil gonflé par une sinusite frontale jamais soignée jusqu'ici ne bougent pas, mais disent longuement sur cette même dizaine de mois passés au centre de la décomposition même.

Trois autres détenus de droit commun gisent dans cette cellule du service fermé, l'un tout nu, à peine le sexe couvert par un morceau de toile, un autre endormi sous des draps gris, le troisième les yeux grand ouverts devait certainement se demander le pourquoi de cette irruption d'un détenu et d'un gardien dans leur abandonnée cellule d'hôpital.

Etait-ce une nouvelle victime ?

« Les Moudjahidates » Algériennes attaquent le Code de la Famille

VICTOIRE PARTIELLE POUR LES FEMMES

Après avoir nommé une femme ministre, le président Chadli Ben Jedid vient de différer l'examen du projet de code de la famille qui n'était ni plus ni moins que la légalisation de « l'incapacité de la femme ». Puisse ce projet être repoussé aux calendes grecques.

Devant l'ampleur qu'a prise la lutte des femmes, marquée par plusieurs manifestations, par la remise de pétitions, à l'Assemblée Nationale et surtout devant la mobilisation des « Moudjahidates » - femmes qui ont participé à la lutte pour la libération nationale et qui jouissent d'un grand prestige dans la population -, le gouvernement a battu en retraite en décidant au cours du Conseil des Ministres qui s'est tenu le dimanche 24 janvier de différer l'examen du projet de « statut personnel » visant à combler le vide juridique auquel magistrats et juristes sont quotidiennement confrontés. Soumis depuis plusieurs semaines à l'Assemblée Nationale, ce texte a été retiré « afin d'accorder aux députés tout le temps nécessaire de réflexion et de discussion ».

Le texte du code de la famille ou « statut personnel » doit en principe codifier les droits de l'épouse et du mari et toutes les questions qui s'y rapportent, tels que les droits du mari, le contrat de mariage, la polygamie, le divorce etc... Mais dans les faits ce texte ne fait que légaliser l'infériorité juridique des Algériennes.

Les « moudjahidates » et les femmes du collectif avaient décidé de faire, d'une part, du huit mars, journée internationale de la femme, une vaste journée de protestation et d'autre part d'attaquer, au cas où il aurait été adopté par l'Assemblée le code de la famille pour inconstitutionnalité. L'entrée en scène des « moudjahidates » qui ne jouaient plus aucun rôle politique depuis l'indépendance, semble être l'élément qui a poussé les autorités à réaliser l'ampleur du problème soulevé.

C'est la première fois que des anciennes combattantes manifestent contre le pouvoir alors que jusqu'ici elles sont restées silencieuses,

laissant à l'UNFA - Union Nationale des Femmes Algériennes - le soin de « défendre » les intérêts des femmes. La passivité de cette dernière par rapport au Code de la famille les a sans doute poussé à réagir. Les femmes, et les députés, partisans d'une égalité juridique entre l'homme et la femme, ont donc repris espoir.

Le gouvernement, en différant le vote du projet, a également déclaré que ce dernier sera repris sous forme de dossier qui examinera globalement le rôle de la femme en tant que cellule de base de la société. Le dossier serait débattu comme l'ont été « d'autres questions » nationales - par exemple le problème culturel - par une large discussion à la base et dans les organisations du FLN - parti unique algérien -.

Algérie : Accident grave

Le déraillement d'un train de voyageurs, sur la ligne Alger-Oran a fait 92 morts et plusieurs centaines de blessés, dans la nuit de mardi à mercredi, selon un premier bilan établi par les autorités.

La catastrophe, dont la cause n'a pas encore été déterminée, a eu lieu près du village de Beni Helouane, dans la Wilaya (département) de Chelef (ex. El Asnam).

En attendant la législature prochaine l'assemblée sera réélue le cinq mars 82. Le gouvernement entend d'ici là, apaiser les esprits et trouver un large consensus qui permettrait de débloquer la situation.

Fatima Belhadi

Brèves

Israël-France

C'est officiel et décidé. Mitterrand ira en Israël du 3 au 5 mars. Dans le programme de voyage, beaucoup de précautions seraient prises par l'Elysée pour ménager le monde arabe. Mais dans le même temps, d'importantes concessions sont faites aux israéliens. Ainsi le Président Français séjournera à Jérusalem mais dans sa partie occidentale et il semble hors de question qu'il survole les territoires arabes occupés depuis 1967. Toujours pour apaiser, Mitterrand aurait confirmé son prochain voyage en Jordanie. Ceci n'empêche pas la presse Syrienne de dénoncer ce voyage

qui ferait la France devenir « l'esclave de l'hégémonie et de la volonté des USA, sans s'occuper de ses véritables intérêts dans la région arabe ».

Ethiopie

Selon un communiqué du Front Populaire de Libération de l'Erythrée, quatre cents dix soldats éthiopiens auraient été mis hors de combat lors de récents affrontements. De plus le secrétaire général du FPLE a condamné la Lybie pour son aide financière à Addis-Abeba dans le cadre de la préparation de la sixième offensive de l'armée éthiopienne contre les maquisards érythréens. Lors d'un récent discours, cette offensive n'avait pas été confirmée par le chef d'Etat Ethiope, le lieutenant-colonel Mengistu.

Le Peuple Namibien, est-il si sale que les occidentaux et l'Apartheid Sud-Africain veulent le détruire ?

PILLAGE OCCIDENTAL ET « HOLD-UP » SUD-AFRICAIN

La « convergence » des intérêts de l'Apartheid sud-africain et des compagnies transnationales occidentales en terre africaine trouvent sa meilleure illustration dans le « cas namibien ».

Circonstances aggravantes, ce pays où la collusion flagrante d'un certain christianisme fascisant avec l'impérialisme du second reich allemand créèrent l'avant-garde de ce qu'il est convenu d'appeler l'Apartheid, bénéficie par le biais de loi capitaliste du profit (facile et rapide) un soutien historiquement fidèle qui se conjugue avec le matérialisme barbare des états « responsables » d'Occident et l'ignorance ou le cynisme de leurs peuples, désinformés quand ce n'est pas manipulés au nom de la sacro-sainte raison d'état.

« Sans Frontière » a voulu donner du mégaphone pour amplifier les échos de la campagne pour la Namibie organisée par le mouvement anti-apartheid (M.A.A.-C.A.O.) et casser le béton de l'édifice raciste qui scelle les fondations de l'exploitation en Afrique australe. Pour ceux qui s'alarmeraient d'un langage « violent » ou outrancier, il est conseillé de regarder en face la « Barbarie » et le défi lancé à l'espèce humaine en général, à savoir la présence en Namibie au XX^e siècle finissant, d'un néo-nazisme aussi destructif et aliénant que celui de 39 dont les élucubrations jetèrent l'Occident lui-même dans une régression qui dura 6 ans. « Jamais plus » ! Décréta-t-on alors pour se dépêcher de se mêler à la curée au « sud-ouest » africain, colonie allemande confiée par l'inénarrable Société des Nations à la république Sud-Africaine, dont les dirigeants sortaient fraîchement de prison pour philo-nazisme. Les Boers, des cendants de hollandais fuyant l'intolérance religieuse surent gagner la sympathie occidentale dans la guerre contre la couronne britannique, s'allièrent à l'Anglais, une fois indépendants et chassèrent les

Allemands, dans les mêmes conditions qu'au Cameroun ou au Togoland. Pour convaincre la S.D.N., les sud-africains n'hésitèrent pas en bons blancs civilisés à publier un « cahier bleu » où ils présentaient un véritable catalogue des atrocités commises par l'occupant, protestation qui dit-on, acheva de convaincre la vénérable institution des velléités civilisatrices d'une population blanche, ayant tâté elle-même le colonialisme britannique. La Namibie (Namibie=bouclier) abrite des populations africaines Ovambo et Herero venus du Nord qui poussèrent les San -les fameux Boschimans des livres d'histoire et de géographie- et les Nama du sud qui émigrèrent avec les Damara-pasteurs- alors sous domination Nama. S'y ajoutèrent les Métis installés dès 1870 à Rehoboth. Sur cette terre « découverte » par le portugais Dias Bartholomé en 1487, débarquèrent des missionnaires allemands décidés à christianiser les « indigènes » peu réceptifs au message « salvateur » du Christinnisme.

« Certains peuples païens sont si sales que Dieu doit d'abord les détruire pour pouvoir en faire quelque chose » !

Cette remarque ayatollesque d'un évangéliste allemand s'avérera par la suite d'un réalisme prophétique. Le Reich allemand une fois établi son protectorat officiellement admis lors de la conférence des zombies à Berlin en 1884 s'attèle à sa tâche « historique » véritable. Brincker, vaillant prédicateur rhénan devant l'éternel, écrivait à Herr Bismarck, artisan de l'Allemagne expansionniste, ces mots qui traduisent la coïncidence de l'idéologie missionnaire et le projet capitaliste du 2^e

Reich à l'apogée de son triomphe.

« Le pays Damara appartient moralement à la patrie allemande... Pour assurer l'exploitation de ses richesses, il faut établir ici un pouvoir européen, à savoir une milice permanente d'au moins 400 Hommes et 2 batteries pour que chaque cas d'arrogance et de lésion des intérêts puisse être puni »

Au programme initial de « civilisation », l'expropriation des terres et le très moderne « salariat » contraint dans les fermes puis dans les mines. Quatre-cinquième du territoire devinrent propriété inébranlable des colons allemands et le reste « réservé » aux natifs africains, entre 1884 et 1901. Ici commence la pathétique résistance des africains opposés au « braquage » des terres et soumis à des luttes internes pour les lieux de pâturages. Le gouverneur Leutwein sut capitaliser cette division en jouant alternativement les Nama contre les Herero, selon la tactique éprouvée partout en régime colonial. Les Nama furent écrasés en 1898 et en 1904 tandis que les herero profitant du vide des troupes allemandes partis « casser » du nègre dans le sud à Bondelswart, déclenchèrent une insurrection dont les allemands eurent raison au bout de 6 mois.

Furieux Von Throtha décida l'extermination (Vernichtungsbefehl) des Héréro dont les quatre-cinquième disparurent ! La solution finale fut appliquée aux Nama pour les trois-quarts, ce qui permit l'établissement de la « zone de police » pour les régions du sud et du centre. Désormais maîtres de la Namibie, l'Allemagne put enfin réaliser ses aspirations. La prolétarisation conséquente à la destruction du modèle d'organisation sociale (disparition de la propriété clanique, expropriation des terres, décapitation des autorités tribales mise en place d'une économie excentrée...) livra Nama et heréro aux colons allemands, patrons-négriers omnipotents. Ainsi naquit une organisation du travail, et une forme de contrôle social dont les exigences et les contraintes devaient apparaître plus tard comme le premier laboratoire social expérimentant au jour le jour, le système achevé de l'apartheid sud-africain.

Parallèlement aux découvertes des richesses minières dans ce pays considéré comme une manière de « scandale géologique », l'administration coloniale mit sur pied un arsenal juridique parachevant l'agression et institua l'Apartheid. Bastonnades, peines de mort, prison à vie furent ordonnés pour les actes d'insoumission tandis qu'on inaugurait le fameux « pass » ; le laisser-passer obligatoire pour travailler en « zone blanche », sa non-possession entraînant une condamnation pour « vagabondage ».

En 1915, en pleine guerre mondiale, 8 ans après le soulèvement des Nama, les britanniques ordonnent aux sud-africains l'invasion de la Namibie dont le succès est aidé par le soulèvement de la population.

Depuis l'ordre sud-africain règne à Windhoek : un mandat « C » fut attribué aux fascistes du Parti nationaliste sud-africain par la S.D.N. avec « le droit d'administrer le territoire comme partie intégrante de la R.S.A. (!) soumettre des rapports annuels à la S.D.N., renoncer à l'installation de bases militaires, et accepter l'arbitrage de la Cour Permanente de Justice Internationale sur l'interprétation des termes du contrat ».

Prétoria put réduire à sa domination les Ovambo à cheval sur la Namibie et l'Angola, grâce à la complicité du Portugal alors maître en Angola et au Mozambique en 1917, puis instaura le « Native Trust and Land Act » appliquée dès 1912 en R.S.A et donc l'octroi des terres aptes à la culture

aux colons blancs, et la part maudite aux « réserves ». La population blanche tripla entre 1919 et 1945, passant de 1900 à 50 000 à la fin de la 2^e guerre mondiale ! Dupés par la propagande « décolonisatrice » des fourbes de

obligatoire pour les chefs requis en « sangsues » de leurs propres populations par « la proclamation numéro 15 » qui sanctionnait sans possibilité d'appel, de destitution et de déportation ceux qui d'aventure essayaient de se dérober à la noble cause qu'on leur proposait.

Parmi cette population habitant la Namibie, les colons allemands restés sur le territoire après la débacle de 1915, obtinrent en dépit de leur situation politique des garanties qui visaient à garantir leur « spécificité » culturelle (écoles, journaux et associations, leur langue fut promue 3^e langue nationale) et apaiser leur amertume.

Dans l'assemblée législative créée par la R.S. et composée de 18 membres, 12 étaient élus par eux et 6 par la R.S.A. Le fameux « Cahier Bleu » relatant les crimes coloniaux allemands fut détruit, cette lobotomie de la mémoire étant une réhabilitation de cette communauté autrefois accusée de génocide. Ces colons devaient retrouver une ardeur nationaliste lors de la montée



l'Apartheid, les chefs africains allaient s'engager à nouveau dans la résistance, acculés et sans illusions désormais face à l'expropriation, la restriction des déplacements (loi contre le « vagabondage » en 1920, appliquée aux « réserves » en 1922 ainsi que les « Pass »). L'année 1922 consacre l'écrasement des Nama de Bondelswart, 2 ans après ce fut le tour des Baesters (Métis) de Rehoboth puis la mise au pas des Ovambos en 1932, quand l'aviation sud-africaine bombardait carrément la localité d'Ukwanyama pour amener « à la raison » Ipumbu, chef des Ovambos qui avait osé refuser de payer une amende ! Situation classique en processus colonial, les ancêtres du Broderbond ressentirent la nécessité de transformer les chefs africains en collecteurs d'impôts, donc en agents de la fiscalité de l'ordre colonial. Ils instituèrent en 1928 un statut

du nazisme et la victoire sur Hitler en 33. Ceci valut la prison à bien d'entre eux comme à tant d'hommes politiques du Parti Nationaliste de R.S.A. Entre 39 et 45, année de la création de l'ONU, les stratèges de l'Apartheid ne perdent pas de temps. Occupées à se taper sur la gueule, les grandes puissances n'ont que faire des aventures sud-africaines en Namibie. L'opération « Coke en stock » peut commencer. Prétoria estime dès lors que le mandat qui lui fut confié a pris fin avec la disparition de la S.D.N. : commence alors la longue querelle juridique qui continue aujourd'hui encore. L'ONU, héritière de la SDN considère qu'il s'agit d'un territoire sous sa juridiction tandis que la RSA accroît son emprise et offre aux nations occidentales l'opportunité de piller ensemble un trésor qui fortifie chacun aux détriments des Namibiens, valeur résiduelle et partenaire baillonné.



LE CAS NAMIBIEN

En 1946, la RSA annexe purement et simplement la Namibie en violation flagrante des résolutions de l'ONU et institutionnalise son système de gouvernement. La cohorte des préjugés du puritanisme afrikaaner, la ségrégation et des formes esclavagistes sont appliquées pour mettre en valeur « le gâteau » enfin débarrassé des obstructions de l'ONU. Créations de « réserves » en zones rurales, les Bantoustans tristement célèbres en 1948 (terres désertiques) et déplacements des populations contraintes de se salarier.

La création des ghettos urbains où sont concentrés les travailleurs namibiens est interdite aux femmes et aux familles venues vendre leur force de travail dans des zones où ils sont désormais indésirables sans laisser passer, « l'Aussweis » sud-africain. « Katutura », inaugurée en 1959 signifie en Herero « nous n'avons pas où habiter » ; Fraenkel dans son livre raconte : « L'intérieur des logements est froid et humide et les hommes, entassés à 20 par pièce, dorment sur des coffres de béton recouverts de bois qui contiennent tous leurs biens. Chaque homme reçoit un morceau de feutre d'un cm d'épaisseur qui lui sert de matelas. Les conditions sanitaires sont répugnantes (...). La configuration des « foyers » africains définis par l'Apartheid considérés comme nations -sans rire- est reconnu par le rapport Odnaal lui-même (commission sud-africaine) comme « non viables » économiquement en 1964. L'expulsion des autochtones de leurs habitations à Windhoek en 1959 déclenche une répression inouïe : la manifestation pacifique de protestation s'achève dans le sang.

Les troupes sud-africaines mitraillent les manifestants, dernier acte répressif qui décide des nationalistes namibiens à la création de l'Organisation du Peuple du sud-ouest africain (S.W.A.P.O.) en réponse à l'intransigeance et à la détermination sud-africaine. Entre cette année et 1982, les tractations diplomatiques et la lutte armée alternent. La S.W.A.P.O. repliée en Angola, survit dans une semi-clandestinité en Namibie même : une campagne, menée par le M.A.A.-C.A.O. (mouvement anti-apartheid - campagne anti-outspan) inaugure une série d'actions pour faire connaître la SWAPO, ses besoins en fournitures médicales, éducatives, la situation intérieure en Namibie, ainsi que les actes institutionnels en droit international (résolutions de l'ONU, chartes de l'UNESCO, résolutions de l'organisation de l'unité africaine OUA, campagnes de boycottages de l'économie sud-africaine) qui disent « l'état de droit » sur cette question. La swapo a accepté d'être présente aux différentes conférences convoquées par l'ONU, aux « consultations » du groupe des cinq par ailleurs, artisans du pillage de la Namibie.

Blaise N'Jehoya

A suivre

La situation politique et économique des Caraïbes intéresse au plus haut point les USA, spécialement depuis l'élection de Ronald Reagan.

Rien de plus normal si l'on considère la proximité géographique et l'étendue des relations des îles avec les USA.

Caraïbes :

ENJEU ET LUTTES D'INFLUENCE

La résistance du refus cubain de quitter le « giron » soviétique, la victoire des sandinistes au Nicaragua et leur rayonnement sur les mouvements populaires salvadoriens et guatémaltèques ont achevé de convaincre l'administration Reagan de consolider les « États qui partagent avec elle la haine du communisme international ». Les îles deviennent ainsi l'enjeu d'une véritable guerre idéologique et économique où la France et le Mexique font figure d'alternatives « progressistes ». Toute consultation ou décision, prises dans ces conditions devra tenir compte de l'opinion populaire risque d'aboutir à une situation à la « Polonaise ». N.D.L.R.

Les Caraïbes -et notamment les nouveaux états indépendants du chapelet des petites Antilles sont devenus un nouvel enjeu de la lutte d'influence des grandes et moyennes puissances du continent américain.

L'annonce, cette semaine d'une visite « privée » début avril à la Barbade du Président Ronald Reagan vient, après différentes initiatives diplomatiques du Venezuela, du Mexique et du Canada, de souligner définitivement que les Caraïbes ont quitté le giron européen-colonial pour rejoindre l'Amérique.

Le Président des Etats-Unis doit annoncer la semaine prochaine quel plan d'aide des Etats-Unis aux Caraïbes, devant permettre de « lutter contre l'avance du communisme dans cette région », sera l'une des priorités de la politique extérieure américaine en 1982.

La stratégie, inspirée par Washington, et mise au point au cours de l'année écoulée entre le Canada, le Mexique, le Venezuela et les Etats-Unis lors de la réunion quadripartite de Nassau (Bahamas) en juillet dernier, sera mise à exécution dans le courant de l'année qui commence qui pourrait voir divers changements intervenir dans cette région du monde.

Les grandes Caraïbes (Jamaïque, Haïti, Saint Domingue), devraient



recevoir la majeure partie de l'aide des quatre grands du continent.

Pour la Jamaïque (10 962 kms², pour 2 200 000 habitants), et depuis l'accession au pouvoir du gouvernement pro-occidental de Edward Seaga en octobre 1980, une aide importante du FMI et des Etats-Unis, arrivée l'an passé n'a pas vraiment permis la reprise de l'économie, notamment en raison de la crise mondiale de la Bauxite, (4^e réserves mondiales, près de 12 millions de tonnes de minerai extraites par an).

La violence, qui avait marqué la campagne électorale de 1980, et fait plus de 500 morts, a pratiquement disparu. De récents succès dans des élections locales du parti travailliste jamaïcain (JLP) de Seaga semblent avoir confirmé la volonté du pays de maintenir dans la voie du libéralisme économique. La Jamaïque a rompu ses relations diplomatiques avec Cuba, allié privilégié du précédent gouvernement de Michael Manley le 30 octobre dernier.

En Haïti, l'alerte du début janvier après le « débarquement »

des Haïtiens d'Haïti, estiment les observateurs du pays.

Le pays, surpeuplé (plus de 5 000 000 d'habitants pour 27 750 Km²), détient le triste record de la pauvreté, la plus grande du continent américain. La crise économique, la corruption administrative, et une certaine réputation du duvaliérisme, ont fait oublier que ce pays fut le premier état du nouveau continent à conquérir son indépendance en 1804.

Haïti, où l'aide des émigrés a, selon des sources officielles, atteint l'an passé le niveau de l'aide des Etats-Unis, soit environ 100 millions de dollars, devrait obtenir cette année une bonne part de la manne nord-américaine, notamment en raison de sa politique et de ses professions de foi résolument anti-communistes.

Saint-Domingue (5 800 000 habitants pour 48 400 kms²), élira le 16 mai un nouveau parlement et un nouveau président de la République. Les principaux candidats sont Salvador Jorge Blanco, du Parti Révolutionnaire Dominicain (PRD-Social

dans la capitale notamment, qui ont paralysé ces derniers mois services publics, université, et hôpitaux.

Le chapelet des petites Antilles, dont la plupart des pays sont sortis tout récemment du giron colonial européen, semble, à son tour, et avec une acuité nouvelle, focaliser l'attention des quatre grands.

Trois pays, secoués ces derniers mois par des crises graves, font l'objet d'une attention particulière : la Dominique, St. Lucie et Grenade.

Les deux premiers ont connu fin 81 et début 82, des tentatives de coup d'état (en Dominique) et un renversement de gouvernement provoqué par les syndicats et la tendance pro-cubaine de l'opposition (à St. Lucie). Des élections auront lieu en juillet. A Grenade, le gouvernement socialiste pro-cubain de Maurice Bishop, en place depuis 1979, semble voué à un isolement de plus en plus grand au sein de la communauté caraïbe anglophone (Caricom).

Les éléments stabilisateurs de la région restent, selon les observateurs, les deux départements français de Martinique et Guadeloupe, ainsi que les Etats indépendants pro-occidentaux de la Barbade et de Trinidad et Tobago, où le mouvement national populaire (PNM) de George Chambers, au pouvoir depuis l'indépendance, a été triomphalement réélu début novembre.

L'accession d'Antigua, ancienne colonie britannique, à l'indépendance le 1er novembre dernier, et sa gestion depuis lors par le premier ministre pro-occidental Vere Cornwall Bird, semble assurer une certaine stabilité au nouveau pays.

L'année qui vient verra St Kitts et Nevis, et peut-être Aruba, une des îles des Antilles hollandaises, accéder à l'indépendance. La Caraïbe, à la fin de l'année, comptera 15 pays indépendants, Cuba comprise. Et à peine vingt cinq millions d'habitants, dont près de la moitié à Cuba.

Pierre Pointeau
(AFP)

La campagne de 1980 avait fait plus de 500 morts !

d'une quarantaine d'opposants au duvaliérisme dans l'île de la Tortue n'a pas réellement ébranlé le pouvoir du président à vie Jean Claude Duvalier.

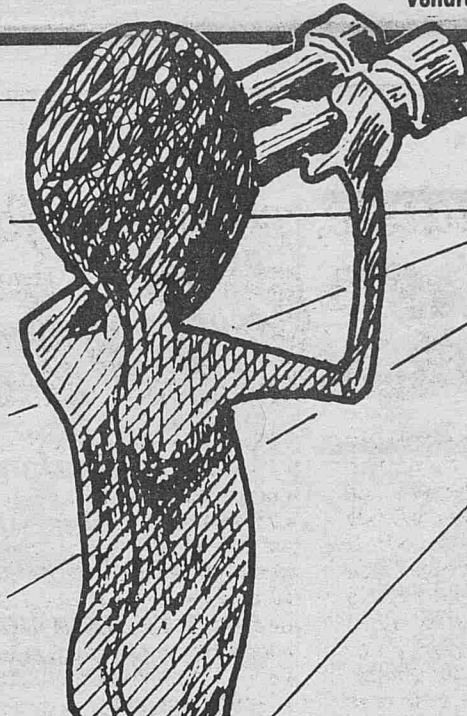
Certains observateurs estiment que cette tentative de destitution du régime pourrait même être prétexte à un durcissement face à toute « libéralisation ».

Caracas La vingtaine de mouvements politiques en exil, qui tente de mobiliser le million d'haïtiens vivant aux Etats-Unis, au Canada, en République Dominicaine et au Venezuela, est pour le moment trop divisée pour pouvoir proposer une solution de rechange éventuelle au régime en place. Et des « aventures » comme celle de l'île de la tortue ne sont pas pour augmenter leur crédit auprès

démocrate) au pouvoir, et l'ex-président Joaquin Balaguer du Parti réformiste d'opposition, conservateur.

Caracas - Saint-Domingue, dont les exportations de sucre vers les Etats-Unis représentent 80 % de sa production (1,1 million de tonnes en 1981, 30 % des recettes d'exportations), attend beaucoup du « plan Reagan » et de l'ouverture du marché américain aux produits tropicaux de la région.

La démocratie réinstallée dans le pays depuis 1966, après la « guerre civile » et l'intervention américaine, semble s'être consolidée durant la gestion du président Antonio Guzman au pouvoir depuis 1978, en dépit de la forte crise économique et de nouveaux mouvements de grèves,



Guyane :

NI POSSESSEURS NI FABRICANTS DE TECHNOLOGIE

Pour justifier le néo-colonialisme la sociale-démocratie française tente d'utiliser plus intelligemment les ressources et matières premières des pays sous-développés. Il faut comprendre que les pays du Tiers-Monde n'étant ni possesseurs ni fabricants de technologie, ne sortiront pas dans l'immédiat de la dépendance.

M Oudinot parle à l'Outre-Mer de départementalisation économique. Elle n'est qu'une tapisserie et les générations nouvelles en ont pleine conscience. D'ailleurs, la vocation du colonialisme français était de faire de ces pays des colonies de peuplement.

Depuis quatre siècles, le colonialisme prépare des lobbies à leurs fins. Il y a effectivement un lobby chinois, libanais, javanais, martiniquais et peut-être déjà un lobby haïtien ou méo-hmong ?

L'analyste rigoureux débarquant à Cayenne s'aperçoit que chinois, libanais, martiniquais, javanais, français se répartissent la terre, les secteurs financiers, les quartiers d'immeubles et également les plages.

90 % du petit commerce détaillant se répartissent à la communauté chinoise Chilher cite M. Ho Chou Yee à FR3.

La communauté javanaise se taille la part du lion dans la confection des vêtements, suivie de loin par la communauté haïtienne.

52 % des droits de taximan est issus de la communauté martiniquaise, contre 27,5 % aux guyanais (bulletin municipal de Cayenne du 1er semestre 1980).

Nous pensons qu'il faut poser le problème de l'instruction en tant qu'outil de déculturation des com-



munautés endogamiques telle que celle-ci se sont développées. Dans le contexte que nous décrivons, la Guyane, nous croyons fermement déboucher sur la loi des anomalies. Le Tiers-Monde, sensible au langage du Président Mitterrand, devrait savourer l'échec du système colonial dans l'hémisphère sud-américain. Et pourtant, les milieux « démocratiques », conformes aux orientations du 2^e gouvernement socialiste savent per-

Ou de désertification.

Depuis que l'instruction existe, on assiste à la relativisation des secteurs improductifs dans un but de faire de ce pays un laboratoire à tests, quitte à sacrifier les lopins de terre cultivés par les familles guyanaises.

À l'échelon de la Guyane, 10 % des élèves arrivant en sixième ne savent pas lire, mais le modèle départemental repose sur 70 % de fonctionnaires véreux.

« Les milieux démocratiques »

tinement que les réformettes annoncées par l'Elysée n'entrent pas dans le cadre d'une décolonisation totale de l'Outre-Mer.

L'instruction coloniale a compartimenté les créoles tout en dévalorisant le secteur primaire. Elle a donné naissance à une aristocratie guyanaise corrompue, combinarde, compromise et hypocrite. Les seules possibilités offertes aux jeunes guyanais débouchent à assurer le pillage forestier et celui des produits de la mer par les Etats-Unis, la Corée du Sud, le Japon et la France.

la France paraît décidée à commettre un crime de plus contre les espèces animales, humaines et végétales dans une entreprise de raréfaction de l'air en Guyane

Il y a à cet égard, un fait significatif : la rupture qui existe entre les générations. Quelques unes ont tendance à ne servir la France que par civisme. Elles acceptent toutes ses orientations sans s'interroger.

« Revenez-nous voir vite, montrez-nous que nous sommes les enfants chéris de la France », a exprimé M. Pierre Desert, maire-conseiller général du canton d'aprouague-kaw au cours de la promenade ministérielle de M. H. Emmanuelli, secrétaire d'Etat aux DOM-TOM, en Guyane, au mois de septembre dernier.

Sur le fond, c'est l'Ecole qu'il faut remettre en cause. Cette année, le Pouvoir accroît ses antennes sur le territoire guyanais. Il

vient de nommer un frère, le guyanais Berthème Juminer, professeur de médecine, à la tête de l'Académie des Antilles et Guyane. Monsieur le recteur n'oubliera-t-il pas son langage nationaliste auprès des éducateurs d'avant-garde et des étudiants légitimistes ?

Parmi les populations de résistance à l'impérialisme culturel français et à la déculturation nous retiendrons les populations endogamiques.

Car l'effet destructeur de l'impérialisme culturel français se ressent déjà chez les populations supplantées. Pour des raisons structurelles, l'instruction interdit de retourner à la terre. Ainsi, à long terme, ils ne concurrenceront pas les colons agriculteurs établis.

L'enseignement fabrique des êtres démunis de personnalité chez lesquels priment la médiocrité. Cette médiocrité est réversible à condition qu'à la base, on pose la question du pouvoir.

Comment les gouvernements français amenuisent les communes de résistance ?

L'histoire postérieure à 1947 indique que la résistance humaine a perdu de son dynamisme même si la population a effectivement augmenté de 24 610 personnes à 55 257 de (1954 à 1974), on a observé le déclin des communes. Le doublement démographique ne se fait qu'au profit de l'île de Cayenne, centre attractif qui compte les

2/3 de la population. Ainsi, le Pouvoir politique désorganise le système économique de subsistance des communes, et facilite l'exode des populations.

Pour maintenir la population blanche à Kourou, le gouvernement lui octroie une prime de 65 % de cherté de vie non concédée aux travailleurs guyanais. Située à 250 kms de Cayenne, la commune de Saint-Laurent du Maroni stagne, car le port qui a vu le jour en 79 et assurait le fonctionnement de la société forestière du Maroni (S.F.M.) semble condamner les Les européens qui plient bagage pour le Vénézuéla.

Si à St. Georges de l'Oyapock abrite 800 personnes, l'accroissement est constant et régulier, ceci est dû à la vitalité de la population Palikours. Il en va de même pour les campagnes maronaises.

Quant à Roura, peuplé d'une certaine de personnes, le Dr. Ho A Chuck Claude, misa pour la supplantation de ces habitants par les communautés thaïlandaises installées à Cacao. Mais il ne faut pas se leurrer ; d'autres gestionnaires du système prêts à tout calcul politique lui enboîtent le pas. Les communications embryonnaires avec l'Est font que la population de Ouanary a chuté de 285 à 127 en vingt ans et celle de Régina de 738 à 272.

Il me paraît nécessaire d'insister sur les coups de bulldozer de Karouabo, de Malmanoury et Renner pour les tirs spatiaux. Le secteur rural situé le long de la piste côtière entre Kourou et Sinnamary voit sa population augmentée par des migrants.

Les visiteurs qui s'arrêtent à Iracoubo : 975 personnes en 1961 dont 1239 en 1974, peuvent avant tout dire que les traditions ancestrales se perdent, ils ouvrent la commune à des influences extérieures qui sont néfastes à la solidarité le mayouri « coup de main généreux à l'abati ne se pratique presque plus entre les habitants.

Au premier janvier 1980, la population estimée s'élève à 64 000 dont les 2/3 se concentrent dans l'est de l'île de Cayenne.

Rétablir la transparence politique cela supposerait que les dirigeants du P.S.G. fassent un brin de toilette au sein de leurs propres élus, dont on doute de la probité. Les indépendantistes guyanais n'ont pas à craindre que ce parti fasse la loi dans le pays, car son objectif est d'affaiblir et de marginaliser le mouvement en se présentant comme la seule organisation de « gauche ». Les socialistes se méfient des apparentés, a-t-on appris. Ils ne s'émouvent pas quand un indépendantiste guyanais a été liquidé à Cayenne, car il n'y a pas de matière à récupération. A Cayenne, le policier guyanais présumé l'assassin de Félix Bada a été relâché.

R. Charlotte

Tiers-mondiste, pourquoi faire ?

LE CEDETIM

Le C.I.C.P. (1) a été créé, en octobre 1976, à l'initiative d'un certain nombre de militants anti-impérialistes, afin de « diminuer la dispersion des efforts et pallier le manque de moyens » de tous ceux qui se mobilisent pour la lutte contre l'impérialisme. Il se définit « comme un centre de moyens à la disposition des comités anti-impérialistes, et de tous ceux qui, au niveau professionnel, politique, syndical, cherchent à s'informer et se documenter sur les luttes anti-impérialistes ». Les locaux de la rue de Nanteuil abritent actuellement plusieurs associations qui fournissent des services aux groupes anti-impérialistes : le Centre de documentation sur les Lutte Anti-impérialistes, le réseau de Diffusion populaire, le groupe audiovisuel anti-impérialiste (Audiopradif), et le CEDETIM que nous vous présentons aujourd'hui.

Le CEDETIM ou Centre d'Etudes Anti-impérialistes (2) a été fondé en 1967, essentiellement par des militants qui avaient été engagés dans la lutte contre la guerre d'Algérie et par des militants engagés professionnellement dans le cadre de la « coopération ». Il s'appelaient alors le « Centre Socialiste de Documentation et d'Etudes sur les problèmes du Tiers-Monde », et présentait un double aspect (qui existe toujours) de centre de réflexion (travail de recherche et d'analyse critique), et d'engagement direct de ses militants (dans les diverses luttes anti-impérialistes).

Mai 68 lui permettra de renoncer à « une attitude parfois « moralisante » dont le terme de « Tiers-Monde » est à lui seul le reflet », et de mieux voir « l'articulation entre lutte de classes et lutte anti-impérialiste ». A partir de 1971, le CEDETIM décide de se consacrer en priorité à la lutte contre l'impérialisme français. L'année suivante, il y a rupture avec le travail fait dans le cadre de la « coopération », qui est analysée très durement et sévèrement critiquée en tant que telle. Cette même année 1972, l'immigration devient un des axes privilégiés du CEDETIM (qui engage une collaboration avec les organisations autonomes de travailleurs immigrés).

En 1973, le CEDETIM rejette le concept de « Tiers-Monde », ce qui l'amène à changer sa dénomination (pour adopter celle de « Centre d'Etudes anti-impérialistes »). Car, pour les militants du CEDETIM, « La lutte contre le colonialisme et le néo-colonialisme n'est qu'une partie d'un tout » ; c'est sur le plan de la lutte anti-impérialiste dans son ensemble qu'ils entendent poursuivre leur action. C'est à cette époque aussi que le CEDETIM modifie quelque peu ses objectifs : jusque là il visait à constituer un mouvement anti-impérialiste en France ; mais, à partir de 1974, constatant qu'un mouvement défini en tant que tel, ne pourrait se développer que dans la petite bourgeoisie, sans passer au niveau des masses, le CEDETIM décide de travailler « à faire prendre en charge la dimension anti-

impérialiste par les organisations de masse (syndicats, organisations paysannes...) » par une action de formation et de sensibilisation à la base (notamment sur la politique de Giscard en Afrique).

L'élection de M.F. Mitterrand en Mai 1981 n'a pas ôté sa raison d'être au CEDETIM. En effet, si on peut reconnaître que « le P.S. n'a pratiquement pas été mouillé dans les 23 années de gaullisme et d'après-gaullisme qui ont construit l'appareil colonial actuel », les contradictions qui se manifestent en son sein (en tout premier lieu, entre les déclarations généreuses et le peu de changement effectif) justifient la poursuite de l'action entreprise. Car, « ces contradictions ne peuvent être utilisées positivement que si on développe en France une mobilisation massive qui remette clairement en cause la nature impérialiste « qui est toujours celle de l'Etat ».

Le CEDETIM a plusieurs directions de travail permanentes : soutien aux luttes pour la libération des peuples et contre la répression actuellement, campagne sur la Pologne (3) ; soutien aux luttes des travailleurs immigrés en France ; Lutte contre l'impérialisme français (voir notamment les numéros de la revue Libération-Afrique) ; travail de réflexion sur et participation au mouvement anti-guerre ; actions de formation et d'élaboration qui visent à construire des bases objectives communes entre les travailleurs d'ici et de là-bas ; coordination des comités anti-impérialistes en France.

Jibé



Vous pouvez le commander au journal directement contre la somme de 15 francs.

Vingt ans après sa mort, alors qu'on a déjà beaucoup écrit sur son oeuvre et son vécu, Sans-Frontière a fait le pari am-

bitieux et utile de réaliser un dossier sur Frantz Fanon.

Pari ambitieux car en dépit du temps passé, les passions ne sont pas retombées. Pari utile car jamais en un seul document, autant de témoignages exclusifs, d'analyses diverses n'ont été réunis.

Dans ce spécial Frantz Fanon, Sans-Frontière offre une vision complète de ce théoricien de la libération des peuples opprimés :

- Fanon, l'homme
- Fanon, le militant
- Fanon, l'Antillais
- Fanon et la gauche française
- Fanon, le psychiatre.

Ceux qui veulent comprendre (ou en ont la prétention) le tiers-monde, ceux qui n'entendent pas faire l'impasse sur la réalité, ceux qui n'ont pas peur de brûlantes questions historiques et d'actualité trouveront dans ce dossier non pas des réponses toutes faites mais des éléments de réflexion.

Ce spécial comportera 64 pages. Il est mis en vente dans les kiosques et les librairies à partir du lundi 1er février.

Sans Frontière



Le tiers-monde en prison pour dettes ?

Janvier est traditionnellement le mois des bilans. Si on se penche sur le bilan économique de l'année 1981, il faut bien constater que les résultats obtenus ne procurent aucune euphorie aux pays en voie de développement. Car, si l'année écoulée s'est révélée difficile pour les pays industrialisés, elle l'a été davantage encore pour les pays du Tiers-Monde.

Première constatation : **une baisse du taux de croissance.** En 1980, ce dernier avait été de 4,6 %, en 1981, il est descendu à 3,5 %. Les résultats sont décevants dans l'ensemble des pays en dévelop-

sommes qu'un pays du Tiers-Monde doit verser, chaque année, pour rembourser (avec les intérêts) les prêts qu'il a contractés sur le marché monétaire international. Pour financer son développement, un pays du Tiers-Monde a besoin d'argent ; cet argent, il ne peut le trouver qu'auprès des pays industrialisés et des pays exportateurs de pétrole par l'intermédiaire des marchés financiers internationaux.

Mais l'argent coûte cher, et ainsi, le pays emprunteur doit rembourser les sommes qu'il a reçues majorées des intérêts. Or, c'est précisément le taux de ces intérêts qui s'est envolé ces derniers mois.



pement : l'Afrique sud-saharienne végète ; mais la plus grosse déception vient peut-être de l'Amérique Latine dont le taux de croissance tombe de 5,8 % en 1980 à 1,2 % en 1981. L'année 1982 risque de n'être guère meilleure, si on en croit les experts de la CNUCED (Conférence des Nations-Unies sur le Commerce et le Développement) : en effet, après avoir prêté pour 1982 un taux de croissance de l'ordre de 5,5 %, ils pensent actuellement que celui-ci pourrait ne dépasser que de peu celui de 1981.

Deuxième constatation : **l'inflation est en hausse dans l'ensemble des pays en développement.** De 31,7 % en 1980, elle est passée à 36,5 % en 1981. La hausse des prix n'est pas un mal réservé aux pays riches.

Dernière constatation : **l'accroissement catastrophique des déficits extérieurs.** Ce phénomène a plusieurs causes : la dégradation des termes de l'échange d'abord (c'est-à-dire le fait que les pays en développement payent de plus en plus cher les biens qu'ils doivent importer alors que leurs exportations sont vendues, elles, de moins en moins cher) ; la chute des cours mondiaux des matières premières (-6 %) ; les politiques protectionnistes de beaucoup de pays industrialisés (cf par exemple, l'accord multifibre, Sans Frontière n° 45) ; la hausse des taux d'intérêt dans le monde en général (et aux Etats-Unis en particulier), enfin.

Ce dernier point mérite d'être souligné, car, si on examine de près la structure des déficits des pays en développement, on constate qu'il est dû en grande partie à ce qu'on appelle le « Service de la dette ». Le service de la dette représente les

Il en résulte une charge financière très lourde pour certains pays en développement. Cette charge est encore plus lourde pour les pays du Tiers-Monde qu'on appelle les « nouveaux pays industrialisés », comme le Brésil ou le Mexique, car ceux-ci empruntent plus sur les marchés financiers internationaux, que les autres pays en développement, qui empruntent surtout auprès des organismes prévus à cet effet (Banque Mondiale, FED..., dont les conditions sont plus favorables).

Le Brésil, par exemple, a vu la part du service de sa dette publique extérieure passer (en pourcentage de ses exportations) de 13,3 % en 1973 à 58 % en 1980 ; en d'autres termes, plus de la moitié de ce que le Brésil vend à l'étranger sert uniquement à rembourser l'argent qu'il a dû emprunter pour se développer.

Selon l'O.C.D.E., le montant des dettes extérieures du Tiers-Monde passerait de 456 milliards de dollars en 1980 à 524 milliards en 1981. Cette situation semble sans issue, car, pour pouvoir résorber cet endettement, les pays en développement devraient arriver à obtenir des balances commerciales excédentaires, ce qui actuellement est impossible, compte tenu de la récession mondiale (chômage, inflation, chute des cours...) et aussi du fait que, pour assurer le service de la dette actuelle, certains pays sont amenés à réduire leurs investissements productifs (exemple typique du Brésil). La seule solution pour eux est de s'endetter de plus en plus.

Mais jusqu'où pourra-t-on aller ainsi ?

Antitrust



vus par
Peira Cava

La peau

de Liliana Cavani, avec Marcello Mastroianni, Burt Lancaster, Claudia Cardinale et Alexandra King.

J'étais un fan de Liliana Cavani. J'avais, en son temps, écrit que je considérais « Portier de nuit », sa première oeuvre, non seulement comme un monument cinématographique, mais également comme le plus grand film d'amour ayant jamais été tourné.

Elle nous donne par la suite : « Au delà du Bien et du Mal », qui, malgré quelques restrictions de ma part, souvent dues au souci de l'auteur de mélanger la vérité historique avec ses fantasmes personnels, restait une création de premier plan.

J'attendais donc avec impatience, et je dois dire une certaine anxiété ce troisième volet de l'oeuvre du grand cinéaste. Je savais toute la rigueur outrancière -et j'aime l'outrance- qui anime Madame Cavani. Certains, parmi ceux qui avaient vu ce film avant moi et m'en avaient parlé, avaient employé des termes comme : « choquant », « provocation », ou « trop c'est trop ». J'entrais donc malgré tout confiant dans la salle de projection : le spectacle que j'allais voir était l'oeuvre d'une femme qui ne pouvait me décevoir.

Manque de « peau », la vache, elle m'a déçu.

J'ai vu un film à l'eau de rose. Qui se voulait couleur de sang. La comtesse de Ségur réécrite pour nourrir. Du lait en boîte, en somme. Le Tati des pauvres - comprendra qui pourra ou voudra - et dans ce Tati là, pas de tata, mis à part quelques malheureux tirailleurs marocains à qui des mères « ô combien indignes », viennent proposer les culs bien propres de leurs petits garçons - ça me fait penser qu'il y a huit jours à peine, comme dirait Trenet (j'espère que le cher-grand-homme-poète-chanteur-ex-fou ne s'en formalisera pas, de toute façon comme il y a fort peu de chance qu'il lise ma critique je ne risque rien, ne s'en formalisera pas, dis-je, et tige, pour la bonne bouche, après avoir établi une relation du genre dont il ne s'est jamais caché) donc il y a huit jours à peine, en pleine région parisienne, peut-être bien dans un domaine de banlieue (comme dirait Charles ce coup-ci) de bons parents français, et eux des papa-mamans qui ne crevaient pas de faim, ont été condamnés pour avoir justement et également prêté ou loué le cul de leur gentils marmots-garçons et fille, je crois bien - aux grosses queues - tout est une question de rapport vous l'avez bien compris - de vieux salauds - toujours une question de rapports mais maintenant d'âges et non plus de formats - pour le plus grand plaisir de tout ce joli monde ! Me voilà bien loin de Liliana Cavani et de son film. Voyez, ça, c'est un signe. Signe qu'il ne m'a pas accroché. Sinon je n'aurais parlé que de lui ... et d'elle.

« Portrait de Nelson Mandela » et « l'Afrique nous appartient »

L'Apartheid, une réalité oubliée

L'apartheid réel, mais si lointain est devenu un sujet banalisé perdu dans l'impuissance des bonnes consciences - pourtant les informations concernant l'Afrique du Sud nous parviennent au compte goutte.

Heureusement, il arrive que parmi les documentaires « objectifs » ou « percutants » se glissent des reportages hors pair pour témoigner du drame du peuple noir dans cette partie de l'Afrique. Ainsi ce court-métrage de Frank Diamond « Portrait de Nelson Mandela » ou les visages de femmes que nous propose Peter Chapell. Tout les deux à l'origine produits pour des chaînes de télévision.

Le premier est un hommage au fondateur de la branche armée militaire du congrès National Africain en 1961 ce qui le contraint

procès de son mari, ses réponses sont hésitantes, confuses. Vingt ans après, sa lutte est sans succession.

« Je sais que demain je peux tirer sur des gens, avant mon emprisonnement non ». Loin d'être un documentaire plat, ce film transcrit en filigrane tout le courage et la conscience de ces femmes, Peter Chappel nous explique si l'homme est une ombre fugitive dans le film.

« L'homme est absent du film comme dans la réalité : la société blanche leur nie toute existence en tant qu'individu plus confrontés à l'extérieur, ils subissent une humiliation constante qui en fait des fantômes émasculés, livrés à leur solitude, à leur exil institué par le système du parquage », les femmes même doublement humiliées sont protégées de l'anéantissement. Elles vivent plus en communauté, restent

chevronnée, chacune avec ses mots nous dit sa détermination sans concession tout en sous-estimant leur puissance de caractère.

« Elles ont la conviction que l'Afrique du Sud leur appartient » - Les gens n'ont rien à perdre » nous dira Peter Chapell qui poursuit « sans cette volonté des femmes prêtes à intervenir à tous moments conscientes des risques qu'elles prennent pour obtenir une audience plus grande, nous n'aurions jamais pu faire le tournage clandestin de ce film ».

« L'Afrique du Sud vous appartient », un film qui parle aussi par ses silences : celle d'une culture qui survit difficilement agressive par une société de consommation dont Johannesburg est le reflet criant. Cette opulence ne crève pas l'écran, on la devine. La misère n'est pas étalée, elle est présente ; matérielle au Transkey où on ne mange pas tous les jours, elle est surtout morale, affective dans cet univers où le peuple noir n'est que du bétail parqué dans des espaces délimités : la réserve, le guetto, les foyers de travailleurs. Foyers imaginables de 4000 lits truffés d'indicateurs, de personnel policier et barrières électroniques. Dans ces batisses les femmes ne peuvent recevoir leur enfant.

Un autre aspect de ce film produit pour la chaîne rouge allemande WDS est la remise en cause des structures traditionnelles du documentaire T.V ; autour des cinq portraits, l'interviewer ou la voix off ne doivent pas donner d'information sur la personne, mais apporter des informations, de la même façon qu'apparaissent les textes écrits pour briser la réserve, créer des trous narratifs afin d'obliger le spectateur à participer et prendre des distances. Nous avons évité les images chocs qui n'émeuvent que sur le moment.

Les spectateurs allemands ont pu voir ce film par deux fois. Espérons que la télévision



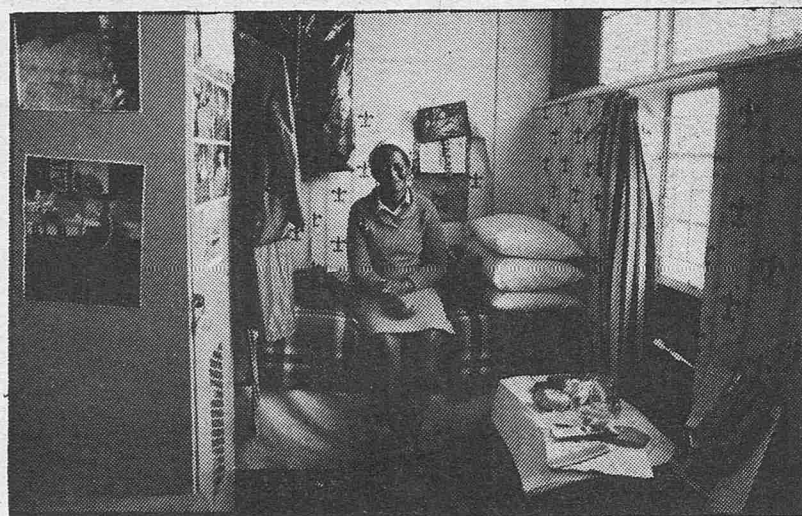
Nomzane « Winnie » Mandela P. Chapell

Française à l'instar d'autres chaînes aura la bonne idée de le programmer. En attendant il est toujours possible de diffuser ce film dans les circuits parallèles. Rappelons aussi que si ce film a pu exister des moyens avaient été mis à la disposition des réalisateurs ; Pour Peter Chapel les tournages auraient été impossibles sans un budget adéquat qui d'ailleurs leur a permis de faire aussi deux autres courts métrages et sur le théâtre noir et l'église blanche, ceci est le centre du débat, celui de la nécessité de la prise en charge par la télévision de documentaires qui ne soient pas paternels, par une plus grande ouverture.

Bachiri Khédija

- Portrait de Nelson Mandela de Frank Diamond 16mm, 18mm, son Optique, couleur

- L'Afrique du Sud nous appartient de Chriss Austin, Peter Chapell et Ruth Weiss, 16mm, 55mm ; son optique, couleur
Location distribution Forum films K110 Tél 321 30 38



Un foyer près de Johannesburg, 4 000 femmes y vivent à 3 ou 4 par chambres.

à la clandestinité. En 1964 il est arrêté pour la nième fois et est condamné à perpétuité à « Robbeh Island où le courant très violent qui vient fouetter l'île suffit à empêcher toute tentative de fuite. A travers l'histoire de ce rebelle de 60 ans, c'est toute la lutte du peuple noir qui est évoquée dans ces drames et ses espoirs sous-tendus par le courage de Mandela interviewé parmi ses co-détenus. Les documents d'archives douloureuses comme les massacres de Sharpeville ou Soweto sont entrecoupés par une détermination actuelle qu'elle vienne de sa fille (juste ou de milliers d'anonymes).

Ce court métrage c'est aussi des repères, des dates qui permettent mieux de saisir le second film « L'Afrique du Sud nous appartient », réalisé collectivement par Chriss Austin, Peter Chapell et Ruth Weiss journaliste Produit pour une chaîne de télévision allemande, il est plus qu'un témoignage de la vie des femmes noires les plus grandes victimes de l'Apartheid dans ce pays. Cinq portraits sont présentes successivement la paysanne parquée avec ses enfants dans une réserve aride du Transkey, la ménagère dans le guetto, l'employée de maison, l'ouvrière, mais aussi des intellectuels comme l'écrivain Fatima Meer « bannie », comme Winnie Mandela dont c'est le premier entretien depuis sa mise en résidence surveillée - Il s'agit là d'un grand moment d'émotion pour le public qui peut voir le chemin parcouru par la campagne de Mandela. Dans le premier documentaire face aux journalistes qui l'interrogent à la sortie du

à la maison. Il ya en elles une puissance humaine d'où leur solidarité et leur conscience plus tranchée. Des ateliers autogestionnaire au sein des guettos se développent beaucoup ».

En effet, qu'elle soit paysanne employée de maison ou militante

Mauvaises graines

Un regard à la vie

Le cinéma Saint-Séverin nous étonne par sa programmation ; que ce soit la « Bataille d'Alger » qui leur a causé quelques dégâts ou « Ouvriers 80 » SUR LA LUTTE DU PEUPLE POLONAIS ; « Votre enfant m'intéresse » sur les problèmes de l'école institutionnalisée. La jeune

équipe dynamique de cette salle du quartier Latin, nous a dernièrement proposé une série de films inédits pour enfants et adultes, de cinq ans à la retraite.

On a pu découvrir « l'atelier du diable » un film sur des enfants antillais d'Eurhan Palcy et

« Mauvaises graines » de Fitourri Belhida. Ce dernier est un des premiers films pour enfants dans le cinéma arabe. Il s'agit d'un regard sur le vol, les rapports entre eux possessions et vols reçus par trois garçons d'une dizaine d'années dans le sud tunisien. Un court métrage remarquable sur la vie de ces trois enfants, sur leur amitié et l'amour de la nature en particulier la mer. Dans ce film, on les voit évoluer avec un seul désir, celui d'avoir un ballon de foot, ils finiront par l'obtenir... Un très beau film qui sourit à la vie. N'hésitez pas, si il est programmé dans une salle de votre quartier, entrez ! Vous serez ébloui par ce rayon de soleil qui n'a rien à voir avec celui des hyènes.

Mohamed N.

Mauvaises Graines. Un film de Fitouri Belhida, 16mm couleur - son optique standard - fiction. Durée : 35 mn. Location : 400 F H.T. Caution : 800 F.



L'itinéraire d'un des grands de la sculpture contemporaine

La passion d'Augustin Cardenas

« Rendre notre histoire visible, voici donc l'acharné travail où Cardenas se sculpte »

(Edouard Glissant)

De Cuba à Paris successivement marqué par Bourdelle, Arp, Brancusi, Moore et l'Art Yoruba Augustin Cardenas a réussi dans une quête perpétuelle une symbiose dynamique renouvelant ainsi la sculpture contemporaine.

Comment nommer cet espace silicieux où se meut un vieux rêve, un rêve très marmoréen, un arc en ciel éclairant tout d'un coup le marbre gris, noir,

blanc de Carrare, de Naxos, cet univers éclaté, symbole de trois mondes réunis dans une même cadence sculpturale, cette quête insaisissable au goût d'éternité où la mémoire Africaine afflue et reflue

sans cesse, évacuée par la prière quotidienne, et la main puissante de l'artiste qui taille, violente et façonne la pierre millénaire détournée de son innaccessible et immobile orgueil ?

Cette course éperdue et intemporelle à la recherche de la grâce divine où entre d'un pas feutré la lumière la plus violente et la plus pure, source de vie inépuisable,

c'est la totalité achevée dans ses faces multiformes, symbole même de l'artiste accompli et du prodigieux sortilège sorti des ses mains.

C'est à ces points de rencontre de tant de symboles, de révoltes inavouées, de violences baroques et

de blessures séculaires, qu'on s'arrête stupéfié par la transcendance humaine : telle est, tour à

tour violente, patiente et paisible, la Passion d'Augustin Cardenas, salué en son temps par Breton comme un des grands de la sculpture contemporaine.

Cardenas renoue d'une manière poétique avec l'art d'Ifé où l'humble artisan Yoruba, malgré la rigidité que semble conférer à ses doigts son statut d'initié, planta un regard sybillin dans le masque ancestral, renouvelant constamment les canons du beau, sous la houlette paisible des dieux tutélaires. La sculpture de Cardenas, dans ses formes volumineuses au début, plonge d'une traite mémoriale dans le geste de l'obscur sculpteur égyptien de la dix-huitième dynastie, qui tailla dans le bois la robe du prêtre, mille ans avant que Phidias ait exécuté les frises du Parthénon.

Je ne me lasserai jamais de la dire, toute l'oeuvre de Cardenas est une immense prière, révolte sereine de l'homme devant le destin qui l'écrase.

Les éléments qu'il assemble de ses doigts féériques, sont comme une interrogation muette, un renouvellement constant du monde, qui n'en finit plus de mourir et de renaître.

La lave volcanique des îles a conféré à cette oeuvre une grandeur « équinoxiale » ; une bouffée

d'air marin s'y accroche sans cesse.

Vous pardonnerez à l'Africain que je suis d'identifier son oeuvre car j'y ai vu la sève africaine y couler lentement, malgré trois siècles de traite et de mélanges intercommunautaires à Cuba. Quand les rumeurs se taisaient, je soulignerais la liberté de l'artiste ayant bu à toutes les sources du monde, car Cardenas appartient aux uns et aux autres et l'astre sidéral qui brille dans la « coquille brisée » est un lieu où peuvent converger tous les regards.

Je voulais simplement parler de l'universalité de l'artiste.

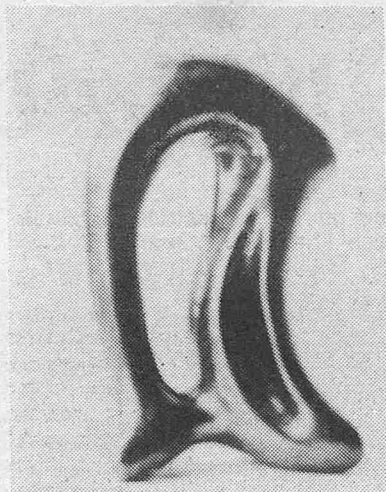
Ah ! J'oubliais le rire de Cardenas, rire du baobab secouant ses feuilles quand vient Nôr et que le soleil rougeoit au loin sur le paysage des Tannus. ô mémoire !

La sculpture de Cardenas balise l'espace, elle embrasse le champs phénoménal et y lit le dessein de l'homme, comme ce Giniguanou ou indien chasseur, guettant l'oiseau aquatique et statufié pour l'éternité dans la pose de sa proie.

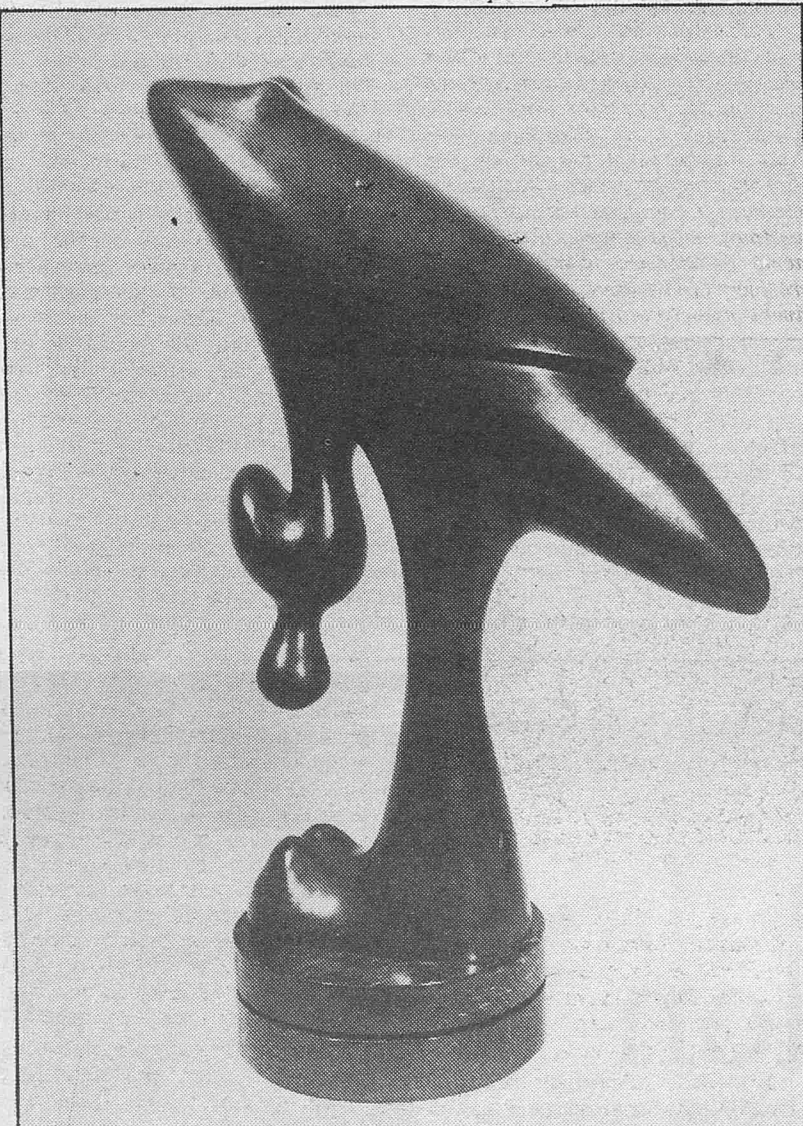
Mais Cuba, c'est aussi la fête sous un soleil de plomb, et l'oeuvre du sculpteur flamboie enfin auréolée de grâces votives.

Français, un barbare est aux portes de l'empire. Arrière limes !

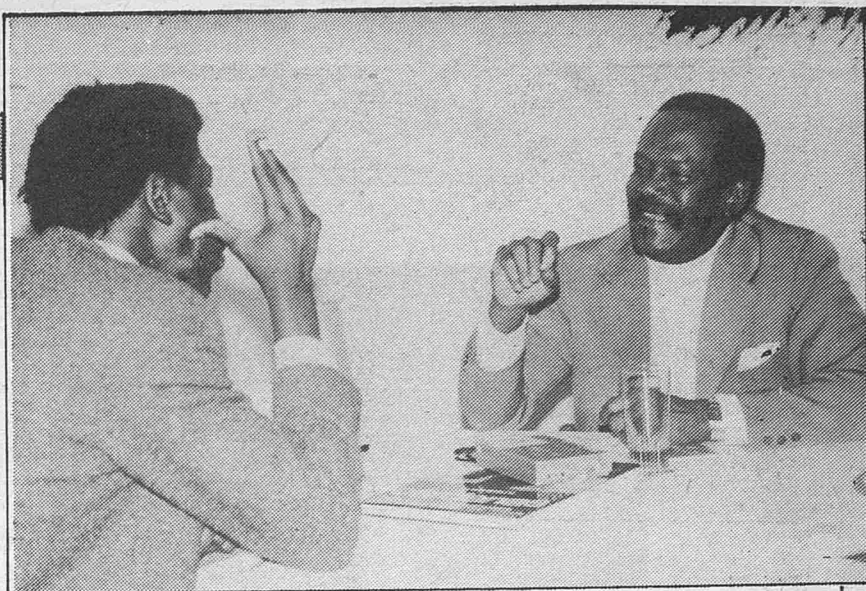
Macodou Ndiaye



1. Sculpture ;



2. Giniguanou ;



De l'art figuratif au surréalisme

« ... C'est cette main aujourd'hui multiple et fuyante en tous sens et de tous côtés, sur ses gardes, qui me plaît tant dans la main d'Augustin Cardenas de voir comme par impossible réconciliée ... »

André Breton

Augustin Cardenas est né en 1927 à Matanzas, port sucrier de Cuba. Il est le fils d'un tailleur, descendant d'esclaves noirs, venus du Sénégal et du Congo. Son père se déplaçait souvent à la suite de la Zafra qui était l'occasion pour lui de faire de bonnes affaires. L'enfant eut une scolarité irrégulière.

Le père s'installa plus tard à la Havane et le jeune Augustin put aller normalement à l'école ; apprenti dans l'atelier de son père, il suit le soir les cours d'une école de préparation aux Beaux Arts. Après un labeur acharné, il entre en 1943 à l'Ecole Nationale des Beaux Arts de San Alejandro. Il y collectionna les prix.

Le figuratif est la première prise de contact avec les grandes oeuvres. La femme au chewing-gum (1951) est sa première oeuvre personnelle. Cette sculpture aux formes volumineuses amorce l'affranchissement du jeune sculpteur.

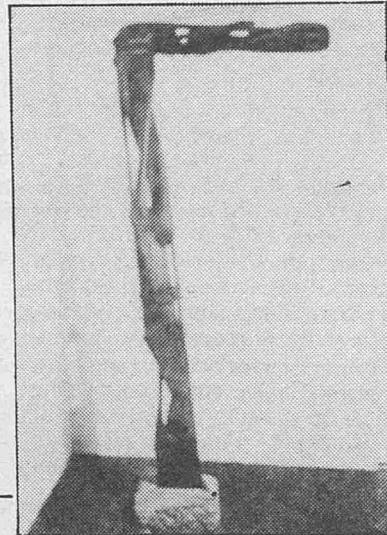
Cardenas s'achemine lentement vers un certain vitalisme influencé par le Roumain Brancusi.

Une conférence tenue à La Havane par un sculpteur hongrois, est pour lui l'occasion de découvrir l'Art Nègre et ce fut pour lui une révélation. L'aventure de son compatriote Wilfredo Lam le stimule. L'art de Cardenas mûrit et c'est muni d'une bourse de trois ans (que le gouvernement de Castro prolonge de trois ans), qu'il arrive à Paris le 25 décembre 1955.

Paris, capitale internationale des arts, est pour le sculpteur cubain, l'occasion de fréquenter des artistes de toutes nationalités, mais aussi de découvrir sa négritude. Il fait la connaissance de Breton, et les Surréalistes l'adoptent d'emblée comme l'un des leurs en l'accueillant au Salon de la jeune sculpture et à la galerie Suzanne de Conninck.

Cardenas s'intègre à la vie parisienne et sa silhouette devient vite familière au Dôme où sa

3. Bonjour à la Terre ;



dignité tranquille, son égalité d'humeur, lui valent de nombreuses sympathies.

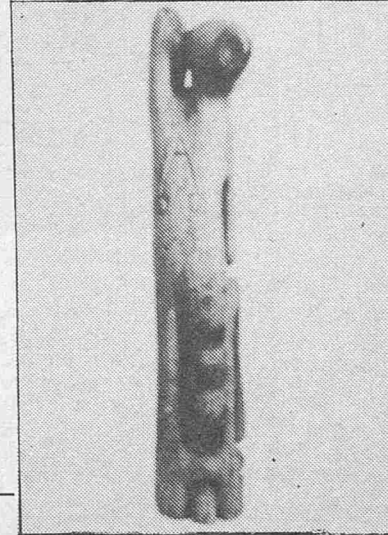
Son oeuvre s'affirme et l'artiste s'attèle à un travail harassant, marqué parfois par des déménagements d'ateliers.

Il se marie en 1962. Il participe à des symposiums de sculpture monumentale, en Autriche (1961), Israël (1962), Japon (1963), et Canada (1963) ; il expose ses oeuvres partout dans le monde : 1955 Palais des Beaux-Arts, à la Havane, 1959 Galerie de la Cour d'Ingres à Paris, 1961 Galerie du Dragon à Paris, 1962 Galerie Richard Feigen à Chicago et Galerie Schwartz à Milan, 1965 Galerie du Dragon à Paris, 1968 Galerie d'Arcanes à Bruxelles, 1969 Galerie La Bussola à Turin, 1971 Galerie Boulakia à Paris, la même année Galerie Lorenzelli à Bergame, 1972 Musée Galliera à Paris, 1973 Le Point Cardinal à Paris, 1975 Galerie Jacques Benador à Genève et Maison des Arts et Loisirs à Montbéliard, 1977 Galerie de France et du Bénélux à Bruxelles, 1979 Le Point Cardinal à Paris et la Galerie Theo à Madrid. Les oeuvres de Cardenas sont actuellement exposées à Paris, au Point Cardinal, 3 rue Jacob, Paris VI.

On peut également les découvrir dans des collections publiques telles que : Musée National (La Havane), Musée d'Art Moderne (Caracas), Musée d'Ixelle (Belgique), Musée d'Art Contemporain (Alger), Musée d'Art et d'Industrie (Saint-Etienne), Musée d'Art Contemporain (Montréal), Musée d'Art Moderne (Tel-Aviv), Collection des Musées Nationaux (Paris), Musées Royaux des Beaux-Arts de Belgique (Bruxelles), Plateau d'Assy (Haute-Savoie), The Hakone open-air (Japon).

Certaines des sculptures monumentales de Cardenas se trouvent dans des Etablissements d'Enseignement : CES de Vénissieux, CES d'Auxerre, Lycée de Redon, Ensemble Universitaire de Saint-Denis, Lycée de Creutzwald (Moselle).

Macodou Ndiaye



4. Dogon



La force d'être vivante

La voz de l'espoir

vannes du rêve. Et bâtir et bâtir du pouvoir Populaire : « *crear, crear, poder, popular* ». Entrer le soir, tard et se laisser bercer par la voix douce de Mercedes qui avait, à l'époque, produit un album génial en hommage à cet autre grande femme qui était Violeta Parra. Gracias a la vida ! merci à la vie ! chantait Mercedes. Et nous, qui étions épuisés de rêver et de construire Chile Nuevo, nouveau Chili !, fredonnions avec elle : Merci à la vie !

Bonjour Paris

Vous le savez comme moi. Cela a très mal tourné.

Pour elle aussi qui dans son Argentine natal est devenue indésirable, dangereuse, explosive. Vous n'allez tout de même pas penser que dans l'Argentine, qui fait disparaître les gens avec une facilité de cauchemar, Mercedes pouvait impunément, son grand sourire aux lèvres, proclamer haut et fort : liberté, liberté.

Ce n'était que trop et un jour, dans sa sauce, en plein concert, elle est arrêtée. Après on a voulu la tuer. Non. Ce n'est pas ce que vous pensez. Pas devant un peloton d'exécution.

On a tout simplement voulu qu'elle ne chante plus. Plutôt la mort ! Je l'entends d'ici !

Mais l'envie de vivre est plus for-

te chez des gens comme Mercedes qui sont des véritables volcans. Et elle part en exil car l'espoir n'a pas de patrie et qu'il faut vivre : merci à la vie !

Depuis c'est Paris ou c'est Madrid qu'elle fréquente le plus. Maintenant, elle « va » en Amérique Latine. Avant elle y habitait. Et son chant d'aujourd'hui accuse le changement.

Prenant la chanson de ce grand bonhomme qui est Patricio Manns, elle chante, « *quando me acuerdo de mi país* », quand je me souviens de mon pays. Elle est blessée. Elle rêve. Elle se laisse aller à la nostalgie. Et dans l'album qu'elle nous livre en même temps qu'elle passe à Bobino, son « *laissez aller* » se traduit en deux tangos qui sont l'aboutissement de presque tout les voyages au bout de la nostalgie des latino américains loin de « *la-bas* ». Un tango du maître Carlos Gardel : *eldia que me quieras* (le jour où tu m'aimeras). Et un tango de femme libre : les mareados (ceux qui ont trop bu). Je les vois d'ici. Ils font des mines bizarres : merce des Sosa ! du tango ! rassurez-vous ! Elle est trop généreuse pour vous laisser en rade. Pour vous, fanatiques des idées reçues et des cartes postales Mercedes a quand même apporté quelques airs folkloriques qui vous

tranquilliseront. Mais surtout, cet album c'est le Fuerza ! Force ! La belle chanson de José Luis Castineira et Susana Lago semblait avoir été depuis toujours destinée à Mercedes. Car elle vous raconte ses peines, ses nostalgies, ne vous cache rien. Mais c'est toujours la « fuerza » qui l'emporte. La force d'y croire encore. La force de ne jamais se résigner, la force d'être vivante, même loin...

Si jusqu'aujourd'hui vous aviez hésité à faire le chemin de Bobino, rangez-vous atermoiements et partez, vous avez encore quelques jours devant vous. Non, ne pas comprendre l'espagnol ce n'est nullement un handicap. C'est à la limite à un avantage. Car vous recevrez pure, toute la force de voix Mercedes, voix de passion, voix d'espoir.

Si vous ne réagissez pas vite repliez-vous donc sur ces disques qui vous donneront, en plus, la possibilité de comprendre les textes. Quoiqu'il en soit entrez dans le monde de Mercedes.

Vous n'en sortirez pas facilement. D'ailleurs, je ne vois pas pourquoi l'envie de sortir pourrait-elle se manifester.

Eduardo Olivares

Mercedes Sosa à Bobino : Jusqu'au 14 février. *

La Vox, la voix. Non ce n'est pas tous les jours que la nature produit de tels phénomènes. Quand nous l'écoutons maintenant, loin de chez nous, il est évident que nous ne pouvons que sentir un frisson d'émotion, de nostalgie. Te souviens-tu ?

Maintenant elle est, comme beaucoup d'entre vous et d'entre

nous, loin. Loin de notre atmosphère, de nos odeurs, de nos racines. Et c'est une grande chance que de l'avoir avec nous...

Non. Excusez-moi mais je ne peux pas parler d'elle en journaliste. Car nous écoutons sa voix, pendant que nous croyions avoir touché à l'utopie. Fin des années 60, Salvador Allende qui arrive et l'Unité Populaire qui ouvre les

Aux Palais des Glaces

Le « retour » d'Henri Guédon

Guédon semble avoir tranché en suivant tous les itinéraires que la musique africaine a pu suivre au gré de colonisations et décolonisations, des émigrations volontaires ou (le plus souvent !) forcées, des brassages entre les visages multiples de la musique africaine et les divers points de chute où elle s'installa : samba, mambo, reggae, béguine, blues et j'en passe...

On a donc vu le cher Henri faire sa « *Zouk expérience* » où il se sert du tambour Bel-Air non pas pour qu'il « chante » comme il le fait au nord de la Martinique mais comme Guédon le sent à Paris, loin de la verdure, au milieu du béton, la distance jouant son rôle. Il y a eu après « *africanissimo* » où Guédon met en face à face les sons du Caraïbe avec leurs ancêtres africains en particulier zairois.

Et, bien sûr, de la salsa

C'est en 1979 qu'Henri Guédon part là où tout semble se passer : New-York, le Bronx, où il rencontre Perico Ortiz, Sonnie Bravo et Eddie Martinez avec lesquels il produira son album « *Salsa dans le Bronx* » qui fera de lui un « *salsero* » car dans ce Paris si enclin aux étiquettes il fallait quand même le ranger quelque part.

Mais il faudrait bien se garder de cette tentation car il va vous mener

la vie dure. Bien sûr, on peut toujours rappeler qu'il est né le 22 mai 1944 à Fort de France et qu'il arrive à Paris en 1963 pour faire des études d'arts plastiques. Vous vous attendez à ce que je vous dise qu'il a tout laissé tomber pour la musique et en particulier pour les percussions qui son « *sa* » spécialité...

Pas du tout ! Il faut que vous sachiez qu'Henri Guédon est aussi un peintre qui a exposé un peu partout en France, aux Antilles et même dans ce haut lieu de la culture d'Amérique Latine et des Caraïbes qui est la « Casa de las Américas » à la Havane, Cuba. Sa création plastique plus intéressante des derniers temps est une série de 500 dessins sur l'esclavage dans les Antilles Françaises d'après l'œuvre de Victor Schoelcher. Avouez que le personnage devient passionnant ! Et puis ce n'est pas fini !

Retour

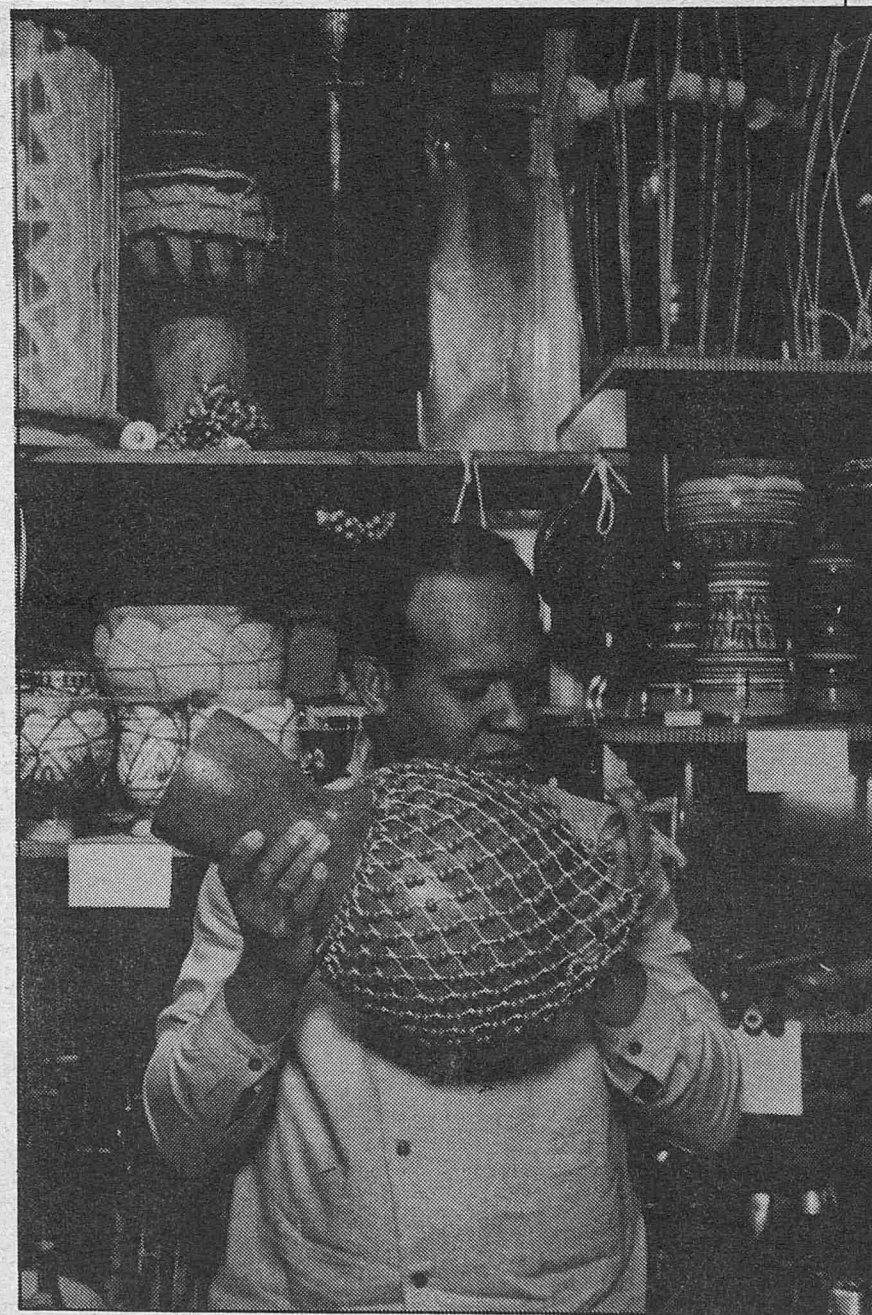
Lorsque les murs du Palais des Glaces seront encore imprégnés du passage vertigineux de « *Etoiles* », ces deux fous merveilleux de la musique brésilienne, Henri Guédon prendra le relais pour faire régner, l'espace de 6 concerts exceptionnels, ses percussions enchantées. Ces percussions qui pour lui n'ont jamais été le seul habilement d'une quelconque musique qui aurait besoin des tam-

bours juste pour « *colorier* ». Pour lui les percussions sont un langage à part entière. Le tambour chante, le tambour parle. On ne tape pas sur un tambour. On y joue avec le même soin que sur une guitare, sur une harpe. Les doigts, leur peau, établissent un duo avec la peau du tambour qui est là docile, prête à transmettre mais pas à dire ou faire n'importe quoi. Et le rapport d'un percussionniste avec ses congas, bongos, est un rapport de tendresse. Faufilez-vous un jour dans les coulisses d'une salle où un percussionniste prépare ses tambours avant de monter sur scène. Il chauffe, la peau, la caresse, l'étire doucement en la caressant. Non pas de peur qu'elle casse mais de peur de lui faire du mal...

Pour ce retour le bon Henri a décidé de les mettre en avant. Comme dans son dernier album (dont nous reparlerons plus longuement) il y a un voyage à faire. Là où les percussions sont nées, où avant d'être instrument de musique ils étaient moyen de communication, maître de cérémonie, parole d'un peuple. Un voyage qui vous emmènera aussi là où l'homme au tambour a dû émigrer sans jamais pour autant se séparer de son fidèle compagnon avec lequel il a causé de choses nouvelles, dans des mondes nouveaux...

Un rendez-vous à ne pas manquer...

Eduardo Olivares



Pour en entendre plus...

- Zouk Expérience (CBS Epic 82096)
- Africanissimo (CBS EPIC)
- Salsa dans le Bronx (RCA

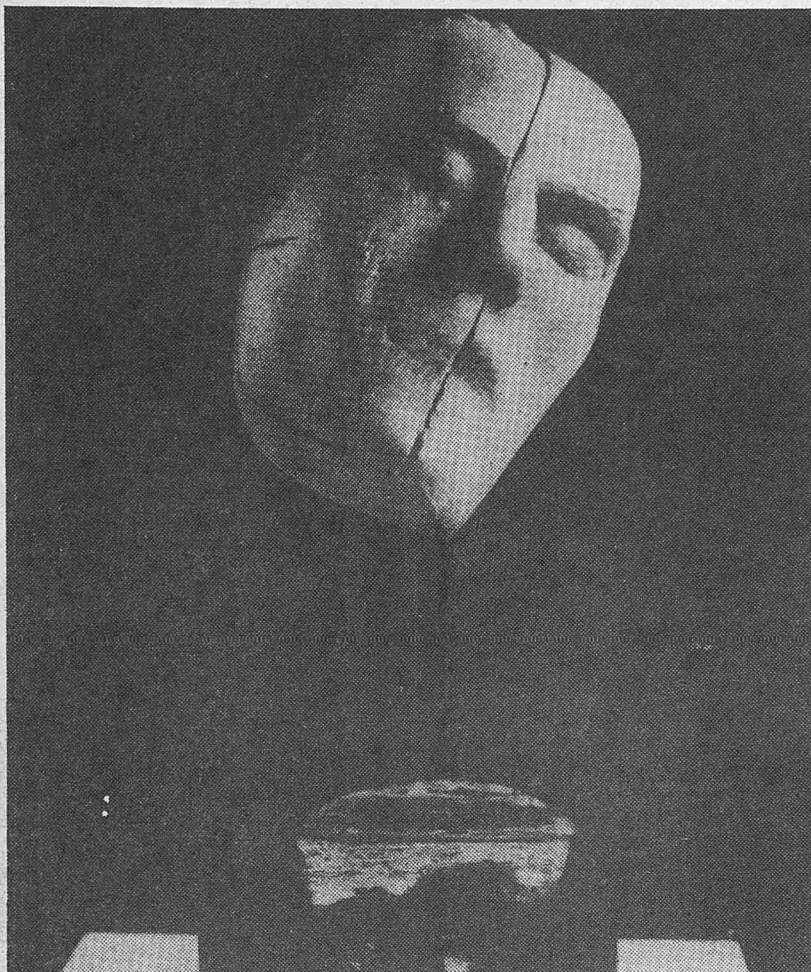
PB 8550)

- Olympia 80 Live (Discodis Bue Silver 3005)
- Retour (Chant du Monde LDX 74767)

L'odyssée culturelle d'une semaine :

Un cocktail de peinture, de danses et de musiques

La peinture d'un exilé Argentin, des danses portugaises et khmers, un cocktail de reggae et de semba : c'est une ballade à travers ces expressions culturelles que nous vous proposons cette semaine ...



Le centre culturel d'Epiney, accueille pour la deuxième fois le peintre et sculpteur Osvaldo Rodriguez. Une partie de cette exposition est composée de toiles qui sont inspirées et illustrent, la « romance de la mort de Juan Lavalle », texte lui-même intégré au roman « Alejandra » du grand écrivain argentin Ernesto Sabato. Tout le travail d'Osvaldo est une recherche constante de la mémoire et de l'identité.

Ses toiles et ses sculptures sont la préservation de la mémoire de la tribu et de sa mémoire. Son œuvre se conjugue au présent. Sa peinture n'est pas une mémorisation de la nostalgie, celle qui nous enferme et nous empêche de voir le présent, et comme disait Nietzsche « la vraie mémoire est aussi mémoire de l'avenir ». Le travail polyvalent de cet artiste latino-américain, dessinateur peintre et sculpteur montre aussi une recherche bouillonnante de l'identité. Par son origine latino-américaine et sa présence en Europe l'œuvre d'Osvaldo veut être un lieu entre deux-mondes culturels proches et en même temps lointains comme le jour et la nuit ...

La Maison de la Culture de Rennes organise une semaine de spectacles et d'animation sur la danse (du 3 au 10 février). Un temps pour la danse, propose alternativement les courants classiques et modernes de la danse avec aussi bien ses aspects de loisirs que les recherches rythmiques et propres aux communautés étrangères de la ville où de la région. Le groupe de la communauté portugaise à Rennes,

le groupe folklorico dos portugueses de minho s'y produit, ainsi que l'association khmère d'Ile et Vilaine, présente une série de danses traditionnelles. La culture bretonne est présente par les danses du cercle celtique de Rennes et le groupe Gallo Breton.

Durant cette semaine, vous verrez évoluer toutes formes de danses africaines, jazz moderne, sur les planches du Centre Culturel. Impossible de rester un consommateur passif devant ses spectacles, vous n'aurez qu'une envie, celle de danser ...

Les îles Caraïbes ont toujours été considérées comme des régions très fertiles dans le domaine musical, c'est le cas de cette petite île : la Dominique. Ce minuscule pays coincé entre la Martinique et la Guadeloupe a produit de nombreux musiciens dont certains sont devenus célèbres dans la Caraïbe dont une des plus populaires est Ophelia. Depuis 1972, un groupe composé de huit musiciens dont trois guitaristes, d'un saxo, de deux percussionnistes, d'un trombone et d'un vocaliste « Jeff » écumant toute l'île, sortent un 45 t « soukouyan ». Leur nom, les « Gramacks » font très vite le tour de la Guadeloupe. En 1976, ils lancent « Woo y Me Debbar » qui les précipite dans l'arène internationale du show biz. Après mille galères, ils s'installent en France en 1979, et là pour vivre, ils animent des bals antillais, ils se transforment en « Jeff et Gramacks », Jeff étant le leader du groupe. Je l'ai vu dans un concert au festival d'hiver de Tunis, c'était

la première fois qu'un groupe de reggae se produisait dans ce pays, leur musique fut un cocktail de reggae, de salsa, de funky, de cadence, les jeunes tunisiens étaient pris dans un délire et dansaient comme des « fous » malgré le no mans land entre le groupe et les jeunes, because : les flics ...

Les Gramacks, ne veulent plus se limiter aux bals doudous traditionnels, ils veulent poursuivre leur inexorable ascension, ils sortent un disque new style intitulé « Politic ». Une claque dans la gueule ! Un répertoire neuf, une musique électrique et vive, tout cela va vous séduire. Ils se produisent au Palace le 28, nous leur souhaitons un succès ...

Le Théâtre Noir accueille le 5 et 6 février le chanteur Angolais Bonga. La musique de ce chanteur n'est ni la Samba, ni le Merengue comme on le croit souvent mais c'est la Semba, rythme purement angolais qui est à l'origine de toute musique brésilienne contemporaine. Ce sont les esclaves angolais parachutés au Brésil qui avec des instruments très voisins



de ceux qu'ils utilisaient dans leur pays d'origine ont ainsi développé la Semba.

Bonga chante le soleil qui éclabousse les dents blanches des enfants joyeux dans la rue, il chante les pleurs ...

En bref il chante la vie quotidienne parce qu'il sait que la communication est ailleurs que dans les slogans même si sa

musique et ses textes cherchent à démystifier les leurres du colonialisme. Vous ne pourrez rester insensibles à l'écoute de sa musique et de son timbre clair, cassé et poignant mais chaleureux de toutes les façons pour partager la joie d'être. Musique d'amour, de combat et non de folklore. Avis aux amateurs ...

Mohamed Nemmiche

Un théâtre gai, pathétique et corrosif

Il était une fois, Zarah, Cleo, Petronille

Parisiens ! Il s'est passé quelque chose dans vos murs ! Durant six semaines en décembre et janvier au théâtre de la rue de la Roquette. Malgré des difficultés matérielles énormes, comme en rencontrent les jeunes compagnies d'avant-garde, Christian de Tilière a réussi le tour de force, aidé d'amis comédiens venus à la rescousse, de monter cette pièce gaie et pathétique où un humour corrosif et tendre foudroie toutes les servitudes attachées à la condition féminine. Encore un théâtre féministe dirait-on ?

Oui, mais on est loin de la complainte du Transibérien et du lancinant « Blaise, sommes-nous bien loin de Montmartre ? ». C'est avant tout une pièce anti-pouvoir, un anti-destin, en somme. Tous ceux qui sont aux commandes de notre vie en prennent pour leur grade : marchands de sommeil et d'illusions, manipulateurs de fric, etc ...

Trois femmes échappées d'un livre se rencontrent sur le quai désert d'une gare, lieu de partance de tous les imaginaires. Peu à peu leurs langues se délient et leur géographie commune du souvenir les emporte, les replonge dans leurs destins de fillettes, adolescentes et femmes. Jamais de plainte, mais un regard malicieusement cruel planté sur une société terriblement solidifiée par l'autorité et la bêtise.

De style de haute volée, magistralement administré par trois comédiennes remarquables : Raphaëline Chauvière à la grâce



Christian de Tilière, metteur en scène de « Il était trois fois ... »

mutine, Catherine Carrée, et Martine Costes. Un décor bien monté, et surtout un metteur en scène à la modestie exemplaire par ces temps où courent tant de fanfarons.

Il y a du Joyce Mansour dans cet-

te pièce-là ; un régal. Parisiens, vite à la Bastille !

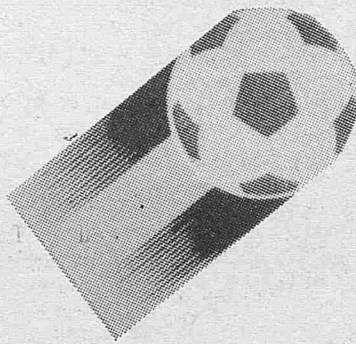
Macodou Ndiaye

Nota : la compagnie fait relâche en ce moment. Dès qu'elle commencera, je vous le ferai savoir.



Le Koweït en Espagne

KOWEIT AND CO



Qualifié pour le Mondial 82 en Espagne, le Koweït se retrouve après le tirage au sort dans le groupe de l'Angleterre, la Tchécoslovaquie et la France.

Mais où se trouve donc ce pays ? Le Koweït est juste un point sur la mappemonde. Il est enclavé dans une zone entre l'Arabie Saoudite et l'Irak.

Et puis c'est un curieux pays. Les anciens nomades de la tribu des Anazas qui fondèrent en 1756 la dynastie des Al-Sabbah, sont devenus un des plus grands producteurs de pétrole du monde. Avec quatre mille dollars par habitant, ils ont le plus fort produit annuel brut derrière les USA.

Certes ils ont moins d'habitants que la Fédération Française de Football ne possède de licenciés. D'ailleurs, ne se sont-ils pas offert le luxe d'embaucher comme entraîneur le fameux Carlos Alberto, ancien capitaine de la glorieuse équipe du Brésil.

Et quels joueurs ne possèdent-ils

pas ! Il paraît que le dénommé Faïçal Al Dakheel serait un nouveau Gerd Muller, et empoisonnerait toutes les défenses. Le milieu de terrain à 22 ans compte plus de quarante sélections. Quant au défenseur Mahboub Jouah Mahboub Moubarak à 27 ans totalise plus de soixante dix sélections, rien que son patronyme pourrait barrer le chemin des

meilleurs attaquants anglais, tchécoslovaques et français. On dit de lui que c'est le meilleur à son poste dans toute l'Asie, et quand on connaît la superficie de l'Asie...

Il paraîtrait même que ces footballeurs koweïtiens ont autant d'idée sur un terrain qu'ils ont de pétrole. Messieurs les français, tchécoslovaques et anglais, vous êtes prévenus.



Tizi Ouzou à l'arraché

Dans ce tournoi de la fraternité d'Abidjan, après avoir difficilement écarté les Camerounais de l'Union Douala (1-1 et 4-3 aux pénalités) la J.E. Tizi-Ouzou a battu en finale l'équipe Ivoirienne de Africa. Le score à la fin du temps réglementaire étant de 2 buts partout, il a fallu le recours aux pénalités pour que les Algériens s'imposent par 3-0.

Les Algériens qui avaient pourtant fort bien débuté puisqu'ils menaient 2 buts à 0 se firent remonter. On croyait à une victoire facile des super-champions d'Afrique, lorsque les Ivoiriens d'Africa se décontractèrent et soumièrent leurs adversaires à un véritable forcing. Après un premier but sur coup franc, ils égalisèrent à la suite d'un merveilleux unedeux. Mais la maîtrise du gardien de but algérien pesa lourdement dans la balance au

moment de l'épreuve des pénalités.

Cela étant la JET remportait logiquement ce tournoi d'Abidjan grâce à une plus grande maturité et une organisation de jeu plus rigoureuse que celles de leurs adversaires. On regrettera néanmoins l'expulsion de leur milieu de terrain Baris justifiée par ailleurs pour excès de nervosité. En lever de rideau, l'ASSEC Abidjan s'est imposée (3-2) à l'Union Douala, mal remise de son choc contre Tizi-Ouzou deux jours auparavant.

En définitive, ce tournoi fut une belle réussite populaire avec plus de soixante mille spectateurs en deux jours, et une finale de très bonne qualité qui a consacré la J.E. Tizi-Ouzou comme meilleure équipe africaine de l'année.



Boxe

Hamani le déclin

A peine plus d'un mois depuis sa dernière apparition, Loucif Hamani partageait l'affiche avec Louis Acaries, de la réunion de boxe du jeudi 21 janvier à la Porte de Pantin.

Loucif nous avait impressionné lors de son dernier combat contre Odell Léonard, par son talent, sa maîtrise et un style très noble basé sur des esquives et d'enchaînements des deux mains. Lui qui n'avait disputé que trois combats ces deux dernières années, devenait la coqueluche du public parisien. Pour être resté si longtemps sans boxer, les organisateurs parisiens accusaient Loucif d'être trop gourmand en demandant une bourse qu'ils jugeaient trop lourde. Un organisateur Malabar, a réussi à trouver un terrain d'entente avec Hamani, qui accepta alors de partager l'affiche de cette réunion avec Louis Acaries. Cette réunion servait en quelque sorte de match d'entraînement pour ces deux vedettes, puisqu'une rencontre devant les opposer aurait dû avoir lieu en mai. Une rencontre qui financièrement aurait été de premier choix, tant pour les deux antagonistes que pour les organisateurs, car elle aurait déplacé le tout Paris du monde pugiliste.

Mais hélas tout ne s'est pas déroulé comme prévu.

Louis Acaries, de retour des Etats-Unis, où il a suivi un entraînement intensif, a convaincu le public et les organisateurs en surclassant son adversaire de la soirée, l'ex-champion du monde des super-welters Alvarado.

Ce dernier, assommé de coups durant toute la rencontre, n'a pas répondu à l'appel du 9^e round évitant ainsi le K.O. Acaries a ainsi prouvé, tant il s'est montré à son aise pour mener ce combat, qu'il

était maintenant prêt à boxer les meilleurs poids moyens mondiaux.

Quand à Hamani, ce fut une véritable catastrophe. Après bien des difficultés pour lui trouver un adversaire valable, un zaïrois, Angelemo, fut choisi. Angelemo, boxeur inconnu avait tout de même une sérieuse référence à son actif : match nul avec Roger Chinon le champion de France des poids moyens. Tous les spectateurs présents s'attendaient encore, comme devant Léonard, à un récit de boxe de la part de Hamani, spectacle toujours attrayant dans ce sport difficile. Personne ne croyait à une éventuelle surprise et pourtant. Dès le deuxième round, une gauche anodine cueillait Loucif qui se retrouva au tapis. Compté, il se releva, mais paraissait avoir perdu de son assurance. Il s'affala à nouveau à la troisième reprise au grand dam des spectateurs et de ses supporters. On n'en croyait pas ses yeux, on n'en revenait pas. Angelemo lui y croyait et continuait son pressing au quatrième round sentant son adversaire à sa portée. Et c'est sagement que le manager de Hamani jeta l'éponge mettant ainsi fin au calvaire de son protégé.

Loucif, surnommé aussi « la savonnette » tant il est difficile à toucher grâce à ses esquives diaboliques, après avoir malmené des champions de rang mondial tels que Griffith et Robles, baissait pavillon et ce devant un boxeur inconnu jusqu'à présent.

Angelemo a-t-il mis fin à la carrière de Hamani qui aura bientôt 32 ans ?

Il est évident que cette défaite n'arrange en rien les affaires de Hamani, et risque de le plonger dans les oubliettes, à moins qu'un organisateur ne juge qu'il ne s'agit que d'un simple accident de parcours. Ce que nous espérons pour ce sympathique champion.

Parisi, le judoka Sans Frontière

Angelo Parisi, superbe athlète de plus de quatre-vingt quinze kilogs, a remporté dimanche 24 janvier, le tournoi de Paris dans la catégorie des lourds. Parisi, d'origine italienne comme son nom l'indique, ressortissant britannique il y a encore quelques années, a émigré en France.

Naturalisé français, il a acquis sa place dans la sélection et a énormément contribué à imposer le judo français dans le monde entier. Plusieurs fois champion de France de sa catégorie, il a connu la consécration en s'octroyant la médaille d'or aux derniers jeux olympiques de Moscou. Depuis ces jeux, jamais Angelo ne s'est trouvé dans de bonnes dispositions pour justifier son titre olympique. Beaucoup s'inquiétaient, d'autres s'interrogeaient. C'était mal connaître Parisi qui seul savait qu'il pouvait sortir du tunnel et revenir à son meilleur niveau. Encore fallait-il le prouver. Il tint son pari en réalisant un sans faute dans ce neuvième tournoi de Paris.

Après avoir dominé en poule un allemand de l'est par waza-ari et un

autrichien par « ippon », Parisi se retrouva confronté pour les quarts de finale à l'espoir français Del Colombo. Le combat se termina au sol par une sèche immobilisation d'Angelo. En demi-finales, Parisi affronta le favori de la catégorie, le redoutable japonais Ito. D'entrée, Parisi marqua un très léger avantage (Koka), et il sut vivre avec, contrôlant bien son adversaire et finissant même plus frais.

Dernier écueil avant la consécration, la finale contre le jeune allemand de l'est Stohr, véritable armoire à glace. Angelo ne connaissait pas son jeune adversaire, varia ses attaques, essaya ses spéciaux, mais rien ne passait. Alors dans un coin du tapis, c'est l'allemand qui attaqua aussitôt contré par le « français » sur « Harai-Goshi ».

« Waza-Ari » pour Parisi et Stohr ne reviendra plus.

On a ainsi retrouvé dimanche le Parisi des grands jours, radieux après sa victoire, visiblement satisfait d'avoir remis les choses en place.

Hocine

sorties

ENQUETE Imaginez-vous que vous êtes dans les dédales du journal et que vous voulez passer une petite annonce, de toutes sortes, et si vous voulez être servi, avant le petit déjeuner, envoyez votre annonce de telle façon qu'elle arrive avant dimanche ? Sinon tant pis pour vous, tant pis pour nous, et tant pis pour les lecteurs. Alors comité d'entreprise, associations, annonces de pays à pays personnelle, naissance, mariage, décès (et oui), il y a de la place pour tout le monde.

THEATRE

ESSAION/VALVERDE, 6 rue Pierre au Lard, 75004 Paris, tél. 278 46 42/278 61 73

Salle 2 à 18h30 : « *Ballades* », de P. Claudel.

A 21 h : « *Protée* », de P. Claudel. « *Ménélas, de retour de Troie, fait naufrage à Naxos* », « *île flottante* », où règne un petit dieu de sixième classe, Prothée, qui collectionne les phoques, les satyres et ... une nymphe.

LURCENAIRE FORUM, 53, rue Notre-Dame-Des-Champs, 75006 Paris, tél. 222 26 50

Théâtre noir, 18h30 : « *Yerma* » de Federico Garcia Lorca.

20h30 : « *Michel Boujenah dans Anatole* ».

22h15 : « *Elle lui dirait dans l'île* », de Françoise Xénakis.

Théâtre rouge, 18h30 : « *Don Quichotte* », par le Pantagruélique théâtre.

20h30 : « *Le Fétichiste* », de Michel Tournier

22h15 : « *Le Combat de la Mouche* ».

Petite Salle, 18h30 : « *Parlons Français* », d'Eugène Ionesco.

THEATRE NOIR, rue des Cendriers, 75020, Paris, tél. 797 85 15/16 ? à 20h30 (dim. 17h), « *Les joies de la Vie* », Leroi-Jones

« *Pardon Monsieur* », Jeannine Worms, par la troupe Sortie de Secours.

TEP, 17 rue Malte-Brun, tél. 797 96 06.

20h30 : Giovanna Marini : *Cantastrosie*.

Giovanna Marini est « *cantastrosie* », c'est à dire conteuse d'histoire selon la tradition populaire italienne. Et ce qu'elle chante « *n quatuor vocal avec Lucilla Galeazi, Patricia Nasini, Maria Tommaso* », c'est sa propre histoire.

Celle de la découverte d'une culture « *autre* » à travers la façon de placer sa voix ... »

MUSIK

AMANDIERS : L'Union des travailleurs tunisiens vous invite à une soirée culturelle de soutien à la lutte du Peuple Tunisien. Quatre ans après les massacres du 26 janvier 78, film, chants, musique.

Le dimanche 31 janvier 1982 à partir de 15h, salle des Amandiers, rue Ménilmontant, 75020 Paris.

THEATRE DE LA VILLE : Jean Mercure invite le groupe vocal de France, du 2 au 6 février, pour les amoureux de Schubert, Bério, Britten, Millhaud, Théâtre de la Ville, 2 Places du Châtelet, à 18h30

Centre culturel 17 : jusqu'au 30 janvier, musique brésil, 47 rue de Saussure, métro Rome.

Dunois : dimanche 31 à 20h30, c'est la Salsa, avec Combinacion Latina, 28, rue Dunois 13° M° Nationale, tél. 584 72 00

La Pologne au coeur : samedi 30 janvier à 15 heures, toujours au Forum Lurcenaire au profit de médecins du Monde, vente aux enchères d'oeuvres d'art à la galerie du Lurcenaire Forum, 53 rue N.D. des Champs, Paris, 6°

Encore Dunois : jeudi 4, vend. 5 samedi 6, à 20h30 (février), duo Keith Tippett Elton Dean.

Dimanche 7 à 20h30 : **Bekummernis** big band de Luc le Masne et Pierre Sauvageot, jeudi 11 à 20h30, trio Misha Loboko.

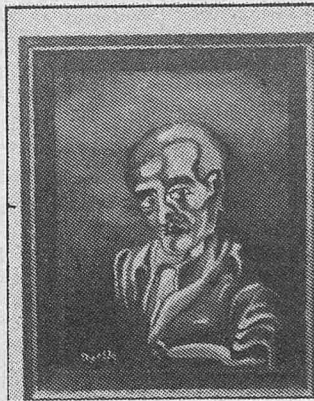
Rennes : Festival de la chanson.

30 janvier, Claire scène ouverte rock, jungle ferraille, l'ami Paco Ibanez et Jacques Florencie Philippe Meheut et encore et encore.

31 janvier : fest Noz, Hugues au frais spectacle autour de Francis Blanche, il ne suffit pas d'être inutile, encore faut-il être odieux »

Nantes : **Nass el Ghiwane**, visitent les bretons et les vendéens, le 30 janvier au Champs deu mars.

A 20h30, soirée qui s'inscrit dans le cadre des luttes contre le racisme par le collectif immigration, 1, rue Léon Say, 44 000 Nantes.



Moussa

STAGE L'association de culture berbère, organise un stage d'initiation et de fabrication de la Derbouka, samedi et dimanche 7 février 82, au Relais de Ménilmontant, 85 bis, rue de Ménilmontant, 75020 Paris, pour tous renseignements et inscriptions s'adresser au 46 rue de Ménilmontant, Paris. 636 14 24

BERBERES ... Azenzar, Chants et musiques kabyles, passent le 30 janvier 1982 à 22h30 à Hennenbont (Morbihan), reviennent à Stains le 6 février 82 à 20h30, au théâtre Paul Eluard, Stains.

Soutien :

Radio trait d'union, 98,5 merguez, Lyon : vendredi 29 janvier à 18heures, au centre culturel de Villeurbanne, 234 cours Emile Zola, m° Flachet.

Gala de soutien à la radio Le père Jules. Agnès Chavanon. Issam al-jamal, film « *le clan des Mac Masters* »

ANNONCES

CENTRE CULTUREL maghrébin : ouvre ses portes prochainement. Demande : *moniteurs et monitrices* en langue arabe. Demandez M. Khalid au 500 92.17 le mardi et mercredi après-midi, le jeudi et vendredi, le soir de 8 heures à 22h30.

LE CLAP, Comité de liaison alphabétisation promotion, propose du 15 au 18 février à Rouen, un stage d'initiation à l'expression par les techniques audiovisuelles et approche du montage audiovisuelle.

CLAP : 33 ter, rue de Fontenelle. 76000 Rouen. Tél. 33 88 57 37.

PSU : Réunion du secteur immigration et commission internationale du PSU : sur le thème rapport avec le Tiers-Monde, quelle conséquence pour l'immigration, animée par M. Alain Ruellan et M. Sally N'dongo, samedi 30 janvier de 9 heures 30 à 17 heures, 9 rue Pomorée à Paris, 15°

S.S.A.E. Service social d'aide aux immigrants, 76 rue Regnault. 75013 Métro Porte d'Ivry. Les bureaux existent dans quarante-sept départements. France Terre d'Asile, 29 rue Saint-Amand. 75015 tél. 531 16 90. métro Plaisance.

CIMADE (service œcuménique d'entraide), 176 rue de Grenelle, 75007 Paris. Tél. 550 34 43, métro Latour Maubour.

POLOGNE : 766 95 59 Responsable du service social : Danka 633 94 57. pendant la journée ou bien, 263 98 38

JEUNES PORTUGAIS EN FRANCE. L'Association des Etudiants Portugais en France (A.E.P.F.), organise vendredi 29 janvier à 20h, un débat sur le thème : « *L'Entrée dans la vie active des jeunes portugais en France* ». Il aura lieu à la Maison du Portugal de la Cité Universitaire, métro cité Universitaire, autobus 67 et 21.

SEMAINE SELLOISE D'AMITIE FRANCO-PORTUGAISE.

Programme :

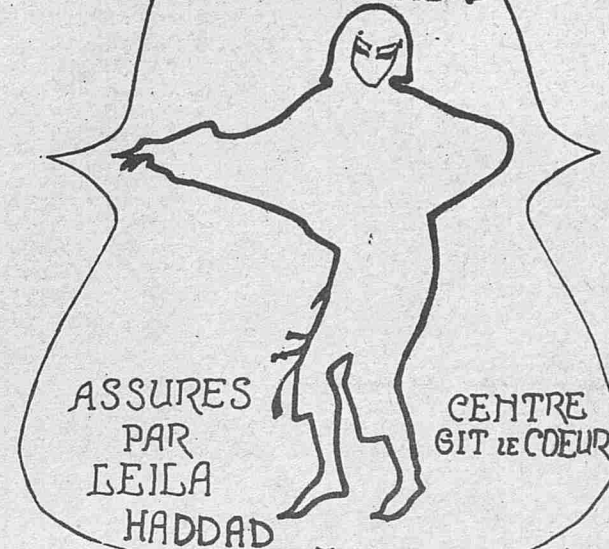
Lundi, 1er fév. Représentation des enfants portugais et français (Ecole de Selles S/Cher)

Mardi 2 : soirée cinéma : film portugais et dessin animé.

Jeudi 4 (18h) : table ronde sur le thème « *Problèmes rencontrés par les Emigrés* » avec la participation du Con-

COURS DE DANSE

DE TRADITION AFRIQUE DU NORD



5 RUE GIT LE COEUR 75005 PARIS
TEL 3267844/2807

sul de Tours, le lecteur de portugais, d'André, prête-ouvrier, d'un rédacteur de *Sans Frontière*, etc.

Samedi 6 : Chansons portugaises avec Fanhais et Conte Mimé par Esteves.

DANSE

DANSE Cours de danse de tradition Afrique du Nord. Assurés par Leila Haddad, au Centre Git le Coeur, 5 rue Git le coeur, 75005 Paris, tél. 326 78 44/2807. Jeudi et vendredi : 19h30-21h - Samedi : 16h-17h30

RYTHMES ET DANSES. La Fédération des Oeuvres Laïques des Yvelines, avec le concours du Relais Mutualiste de l'Institut Marcel Rivière, vous propose des week-end de : Rythmes et danses, les 27-28 février ; 20-21 mars - 24-25 avril 1982, le samedi à partir de 14 heures et le dimanche de 10 à 16heures, au théâtre de l'Institut Marcel Rivière, 78320 La Verrière.

Objectifs : « Rythmes et danses », c'est : permettre à tous ceux qui aiment la danse

de s'exprimer, de danser ; l'initiation aux divers rythmes ; une rencontre avec les cultures africaines.

Contenu : découverte, apprentissage des rythmes et des techniques de danses.

Encadrement : 27 et 28 février « *Modern jazz et rythmes* », avec Agnès Moises (dances) et Rachid (percussion). Agnès est l'assistante de Barbara Pearce.

20-21 mars : « *La danse africaine et la percussion latine* » avec Lolita et Thierry. « *L'atmosphère de plaisir et de joie qui se dégage de ces séances est quelque chose de rare ...* »

24-25 avril : « *Maghreb et expression* » avec Madeleine Blancart (Formation danse moderne, danse africaine et élève de El Hadi Cherifa, de l'Institut National d'Alger).

Conditions : 120 f pour 1 week-end
200 F pour 2 week-ends et 280 F pour 3. *Renseignements à* : Fédération des Oeuvres Laïques des Yvelines, 18 bd Saint-Antoine, 78150 Le Chesnay. Tél. 955 57 70

JEUX ET MOTS CROISES

Solution grille n° 35

1	A	L	G	E	R	O	R	A	N
2	B	O	U	M	E	D	I	E	N
3	D	I	E	U	R	E	N	E	
4	E	N	L	E	V	E	D	E	S
5	L	M	O	S	A	K	E		
6	K	H	A	D	I	D	I	A	N
7	A	U	E	L	E	U	S	I	S
8	D	R	O	L	E	S	L	E	
9	E	L	O	I	O	T	E	E	
10	R	E	T	E	B	E	S	S	A



Grille n° 36

HORIZONTALEMENT

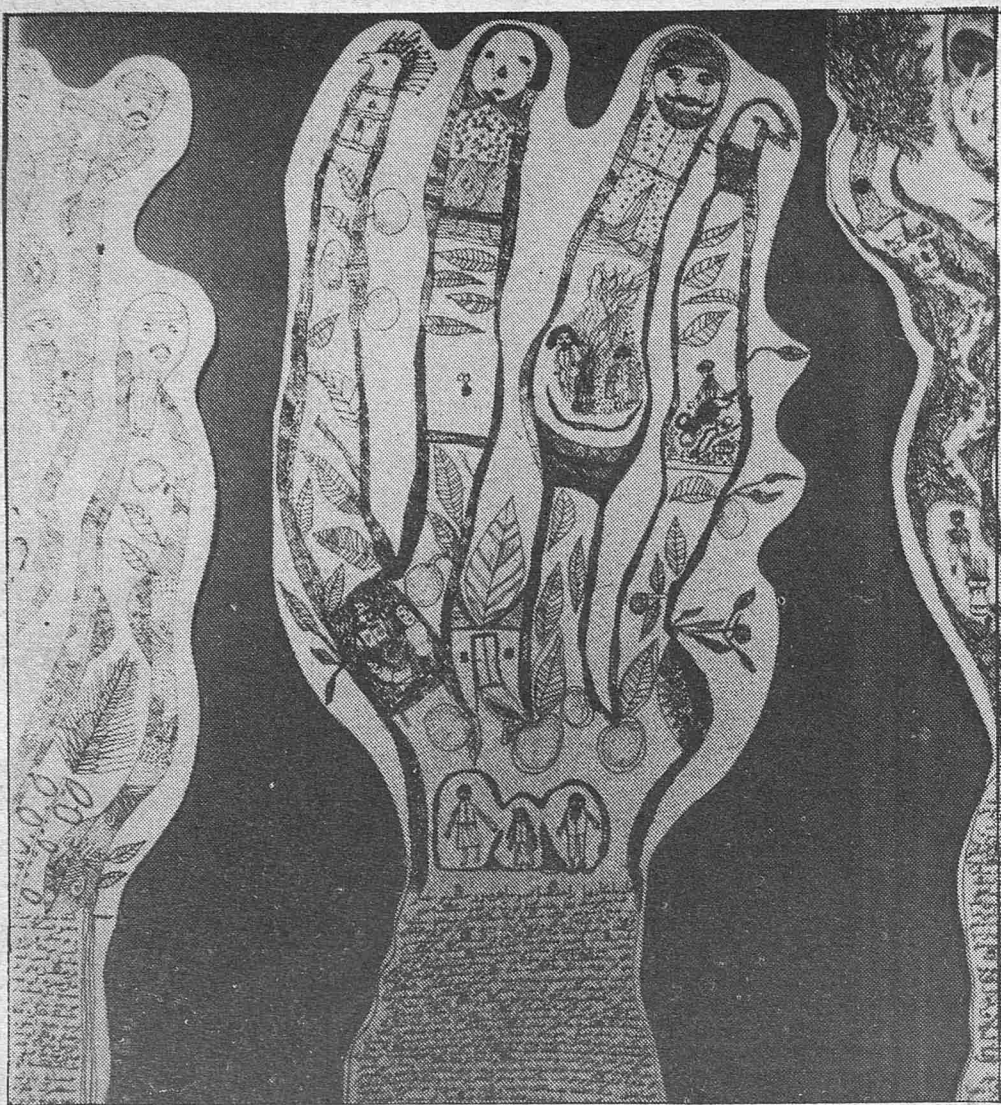
- Ville du Maroc—Possessif ;
- Femmes d'un harem ;
- Pauvre ;
- Joli—Brame ;
- Conjonction—Sied—Non réalisé ;
- Cédé— Dans ;
- Outil—Nouba
- Coq de bruyère—Divinités ;
- Lac français—Rendre stupide ;
- Lié—Amphithéâtres.

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1									
2									
3									
4									
5									
6									
7									
8									
9									
10									

VERTICALEMENT :

- Ville du Mali ;
- Terme de civilité—Ville du Mexique ;
- Importuna—Habille ;
- Cours d'eau—Dieu solaire ;
- Massif africain—Ville d'Algérie ;
- Fleuve côtier—Proportionner ;
- Voie d'eau—Règle ;
- Elimée—Irlande ;
- Cheville—Démonstratif—Colère ;
- Crack—Capitale Africaine.





Fils d'immigrés algériens de Saint-Chamond, MOUSSA a 30 ans. Il est artiste peintre. Il raconte ici l'histoire de sa venue à la peinture : l'enfance studieuse, la mort violente du père militant au MNA, le travail sur les marchés, les études, les boîtes et les bals, la drogues, sa soeur Aïcha, l'Algérie, Grenoble, sa rencontre avec Ginette la peintre, Paris, et encore Ginette... Une exposition à Paris entre le 20 janvier et le 20 février.

Mes parents viennent d'un hameau du côté de Sétif. Un tout petit village habité par des *Bouima*. On est tous cousins. C'est dans la montagne avec des cailloux partout. Autour de la source, il y a des arbres, des figuiers partout.

Vers 1948-49, mes parents ont quitté l'Algérie ensemble. Mon père était maître de l'école coranique. Il était écrivain public en arabe et en français. Son père était déjà maître d'arabe. Les filles n'allaient pas à l'école. Ma mère est illettrée. Le village a été dépeuplé par l'immigration. Un oncle était déjà à St. Chamond dans les mines. Des frères de mon père l'ont suivi quand il s'est installé dans cette région.

D'autres sont allés « se perdre » à Paris on ne les a pas revus. On dit qu'ils sont devenus alcooliques, trafiquants.

Mon père n'a pas voulu habiter le quartier des cousins, le quartier populaire. Il n'y avait pas encore de cité ni de ghetto. On habitait une petite maison du côté du cimetière. Je pense qu'il a cherché à éviter les petites histoires de familles qui existent toujours quand des communautés se regroupent et surtout dans l'immigration. Mon père était très croyant et c'était une figure dans la communauté de Saint-Chamond. On venait le voir de loin ; pour des raisons politiques aussi. Il était au M.N.A. Il était très dur, très austère. Il nous interdisait de traîner dans la rue. Il fallait venir à la maison après l'école. Il nous avait acheté des cahiers, des crayons, et il nous forçait à recopier des pages et des pages de livres écrits en français, même si on ne comprenait pas. On allait aux Scouts Arabes pour apprendre l'arabe. Je parle couramment l'arabe. Avec mes parents je parle en arabe. Ma mère parle un français arabisé, elle mélange arabe et français. Elle est croyante ; encore plus depuis qu'elle est allée à la Mecque avec mon oncle et ma soeur. Mon oncle ne boit plus depuis... C'était en 1976. Mes frères à qui j'avais laissé mon commerce ont payé le voyage.

L'USINE, C'EST AFFREUX

En 1950-51, il y avait encore du travail dans les mines. Mon père n'a pas supporté la mine. Il a travaillé dans une entreprise ; il

était pontonnier. C'était un poste de responsabilité mais il n'aimait pas l'usine. Il nous a toujours dit que l'usine c'est affreux. Il nous a poussés dans nos études pour qu'on aille pas à l'usine. Il militait beaucoup. On le voyait peu. Quand il revenait de l'usine, il se lavait, se changeait et le soir il sortait pour militer. Il n'a pas voulu nous mêler à son activité politique. Mes parents s'entendaient et je crois que mon père a convaincu ma mère du bien-fondé de son choix politique. Mais un jour où mon père a parlé d'une seconde femme, ma mère est partie en Algérie parce qu'elle n'acceptait pas ça. Mon père a dû la supplier de revenir. Il est même allé la chercher

Ma mère allait contre la tradition

Ma mère a supporté son isolement en France parce que je pense qu'on était heureux ensemble à la maison. Mon père était exigeant ; il fallait être les premiers à l'école.

Mon père n'était pas injuste ni coléreux. On aimait lire et travailler. Mais mon père s'occupait surtout des garçons. On était huit enfants. Il était fier de nous. C'était naïf de montrer nos bulletins parce qu'ils étaient bons, mais ça nous faisait du bien qu'il s'honore de nous. Ma mère ne sortait pas. Mon père faisait toutes les courses. Ma mère nous élevait. Je ne l'ai jamais entendue se plaindre. Mon père faisait tout pour nous. Pour une famille qui venait des cailloux on vivait assez bien. Je pense que ma mère y a gagné. Elle échappait à la belle-mère, à la famille, aux pressions, aux cancans... jusqu'à la mort de mon père. La famille a voulu imposer sa loi à ma mère. On lui disait qu'elle ne pouvait pas élever seule 8 enfants et même l'assistante sociale a voulu nous placer à la DASS. Ma mère a compris que la DASS ce ne serait pas bon pour nous ; dans les internats on n'aurait pas suivi les études qu'on voulait.

La famille ne voulait pas que ma mère reste seule avec ses enfants. Ma mère allait

contre la tradition en acceptant pas un autre mari. C'est son frère qui l'a aidée. Le grand-père voulait nous rapatrier en Algérie. Ma mère a refusé. Mon grand-père ne nous aurait pas laissés aller au lycée, ça coûtait trop cher pour lui.

Avec mon père, en France, coupée de la famille, ma mère a pris goût à l'indépendance. Dans la famille élargie on ne s'entraide pas forcément. Dans la nôtre, il y avait des jalousies. Ma mère a résisté en restant seule avec ses enfants malgré les difficultés. Après la mort de mon père on s'est retrouvés très seuls. Mon père avait un rôle politique important. Je me rappelle le jour où il m'a emmené voir Messali Hadj qui avait à ce moment-là une femme française. Je ne suis pas sûr que mon père ait eu raison politiquement. Il avait des ennemis, même dans la famille. Pour l'histoire, il a eu tort. Mon père est mort, j'avais 10 ans. Quand j'allais chez le boucher, on disait -c'est le fils à Si-Madjid- ça me flattait beaucoup. Le M.N.A. nous a aidés après la mort de mon père. Heureusement, on a eu aussi les allocations familiales même si elles ont été payées plus tard.

Mon père savait qu'il allait mourir. Mon père faisait des recommandations à ma mère. Il lui disait de continuer à élever seule ses enfants, il lui faisait confiance. Je n'ai pas le souvenir d'avoir beaucoup souffert. Je me rappelle seulement qu'il fallait user les vêtements jusqu'au bout, alors que du temps de mon père on était toujours bien habillés de neuf. On a eu droit à des bons alimentaires, des bons pour le charbon. On a eu l'aide médicale gratuite. L'assistante sociale a aidé ma mère. Ce que nous avait recommandé mon père restait présent : ne pas aller à l'usine, continuer nos études. Ma soeur aînée Aïcha nous a beaucoup aidés pour l'école. Elle soutenait ma mère, peut-être trop. C'est moi qui sortais pour les courses, à la place de mon père. Avant la mort de mon père, chaque année, on allait en vacances dans la campagne. Mon père louait une maison ; ma mère aimait bien ça. On connaissait des paysans français et comme ils nous considéraient comme des Arabes pas comme les autres, on pouvait les fréquenter.

Un jour, on était en vacances dans un petit village français à 30 Km de St. Chamond, on jouait avec les enfants des paysans. Je suis rentré dans l'église, je suis curieux ; j'ai découvert un piano dans une petite pièce au fond de l'église. J'ai joué, comme ça. Une dame est arrivée, Mlle Ami. Elle m'a proposé d'apprendre à jouer du piano. Tous les jours à 8 heures, je suis allé dans cette église pour apprendre le piano. Je devais être propre, poli et studieux, pour que cette femme qui ne nous connaissait pas, décide de s'occuper de moi. Une fois à St. Chamond, mon père m'a inscrit à un cours de piano, moi fils d'un ouvrier Algérien... Bien sûr je n'ai pas continué. Mais ça m'a donné le goût de la musique.

Mon père est mort en 1962, juste avant l'indépendance. C'était l'époque des règlements de compte entre le F.L.N. et le M.N.A. Mon père qui faisait passer des armes en Algérie, n'a jamais porté une arme sur lui. Il devait avoir le goût du sacrifice. Mais là, il ne s'est pas méfié. Il s'est laissé entraîner dans un guet-apens. La veille mon père avait fait un rêve prémonitoire qu'il nous avait raconté : il marchait vers la maison et la rue s'en allait sous lui.

Ma mère en a souvent reparlé par la suite. Il est allé à une réunion d'où il n'est pas revenu. Le lendemain, un pêcheur a retrouvé son corps dans la Loire. Il était ficelé avec du fil de fer, les pieds et les mains liés ensemble dans le dos. Le fil de fer passait par la bouche et le cou, il était cisaillé. Il était connu comme meneur du M.N.A. par les autorités de la région. Ma mère l'a appris par un commissaire de police. Elle n'a pas pleuré. Je l'entendais pleurer le soir quand j'étais couché. Ce qu'on a compris c'est qu'il s'est défendu, il était couvert d'ecchymoses ; il s'est battu dans le café. Il est mort de noyade. On l'a jeté vivant dans la Loire. Moi je ne comprenais pas que des Algériens fassent ça à d'autres Algériens. Mon père nous avait tenus à l'écart de son activité politique, je sais très peu de choses là-dessus. J'ai eu l'intention de le venger mais je ne veux pas tuer. Ma mère l'a vu à la morgue. Elle a dû l'identifier. Les enfants sont restés dans les voitures. Ma mère et mon oncle ont pu le savoir. C'est le frère de mon père qui nous en a parlé, pas ma mère. Pour moi, mon père n'était pas mort. Pourtant, on était allés à l'enterrement. Ma mère voulait rapatrier le corps mais elle n'avait pas l'argent à l'époque. On l'a enterré à St. Chamond. On a dû déterrer mon père. J'ai vu quelques bouts d'os sur un tas de terre. Avant on allait au cimetière avec ma mère. J'ai l'impression qu'on arrivait à lui parler. Ma mère priait.

Pendant presque 10 ans, j'ai pensé que mon père avait échappé à l'exécution qu'on m'avait racontée, qu'il était plus malin qu'il allait revenir. Chaque soir il me semblait entendre le bruit de sa mobylette. En vacances aussi il rentrait tous les soirs à mobylette : il travaillait dans une menuiserie. Chaque fois que je voyais un homme qui avait sa silhouette je croyais que c'était lui. Ma mère parlait beaucoup de lui. Mon frère a tiré une photo géante de lui qu'on a mise au mur dans la maison. Elle était encadrée sous-verre, le portrait était dans la pièce commune. Ma mère habite depuis 5 ans dans une H.L.M. avec une salle d'eau, l'eau chaude, le chauffage.

C'est la première fois. Le portrait de mon père est toujours là.

Ma mère s'est débrouillée pour nos études et on allait même en vacances comme avec mon père, en louant chez des paysans. On partait en train et le paysan venait nous chercher en voiture. Je me rappelle, elle s'habillait à l'arabe avec des vêtements français. C'était toujours long. C'est après la mort de mon père que ma mère s'est mise à coudre. Mais ce qu'elle nous faisait était très laid. Mes sœurs n'avaient toujours pas le droit de sortir. Ma soeur Aïcha s'est battue pour nous. C'est grâce à elle que deux de mes sœurs sont en Angleterre comme assistantes et que moi je fais de la peinture. Aïcha a été tuberculeuse, elle a dû aller en sanatorium. Je lui apportais des poèmes quand j'allais la voir à bicyclette. Aïcha ne sortait que pour aller à l'école. Mon père avait choisi la maison parce qu'elle se trouvait en face de l'école. Aïcha a été interne à St. Etienne et je devais l'accompagner et aller la chercher. A Melun, dans un sana elle a continué ses études ; là aussi, j'allais la chercher et je l'accompagnais. Ma mère ne voulait pas qu'elle parte seule et j'avais trois ans de moins qu'elle. On était très complices tous les deux.

A Lyon, elle a voulu faire médecine. Ma mère a cédé à la famille et on a forcé ma soeur à se marier. Pour elle ça n'a pas compté. Le mari était un cousin germain. Elle pensait qu'il lui permettrait de continuer ses études. Mon oncle l'a enfermée. Tout s'est très mal passé.

Suite la semaine prochaine